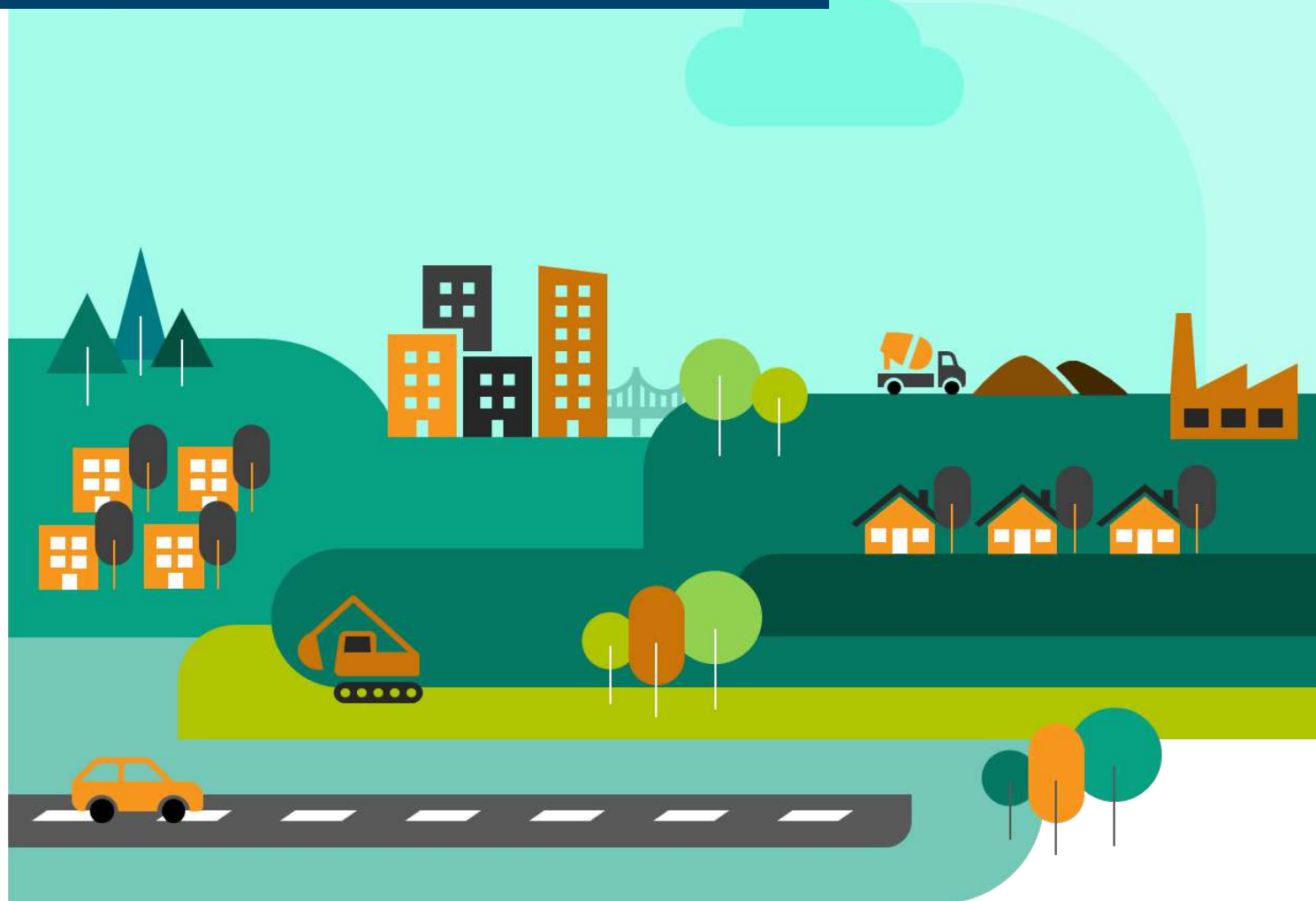


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



Edition du 04-04-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

			Evol N-1
Autorisations logements	23 500 logts	-5,0%	▼
Mises en chantier logements	20 400 logts	-2,5%	▼
Mise en ventes de logements	4 750 logts	-27,2%	▼
Réservations de logements	5 520 logts	-19,8%	▼
Autorisations locaux	2 528 mill. m ²	+23,8%	▲
Mises en chantier locaux	1 175 mill. m ²	-11,7%	▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-0,9%	▶
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,8%	▶
Activité cumulée Travaux Publics		+2,4%	▲
BPE	3 027 100 m ³	-7,2%	▼
Granulats	17 940 kt	-8,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 650 AO	-3,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,4 Md€	-4,8%	▼
Salariés	120 311 sal.	-2,3%	▼
Intérimaires	12 621 ETP	-3,6%	▼
Dem. d'emplois	19 642 DEFM	-0,8%	▶
Défaillances	1 560 ent.	+19,1%	▲

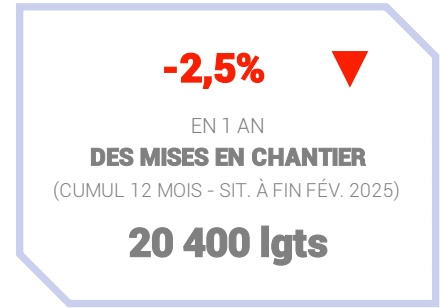
- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2024 comparé au 4e trim. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2024 comparé au 4e trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 4e trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin nov. 2024
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin nov. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin déc. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2024
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2024



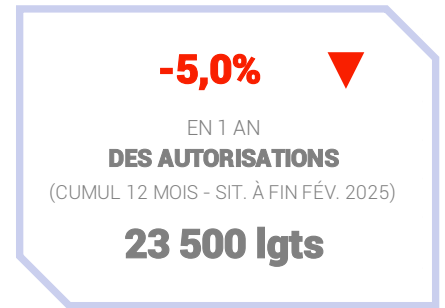
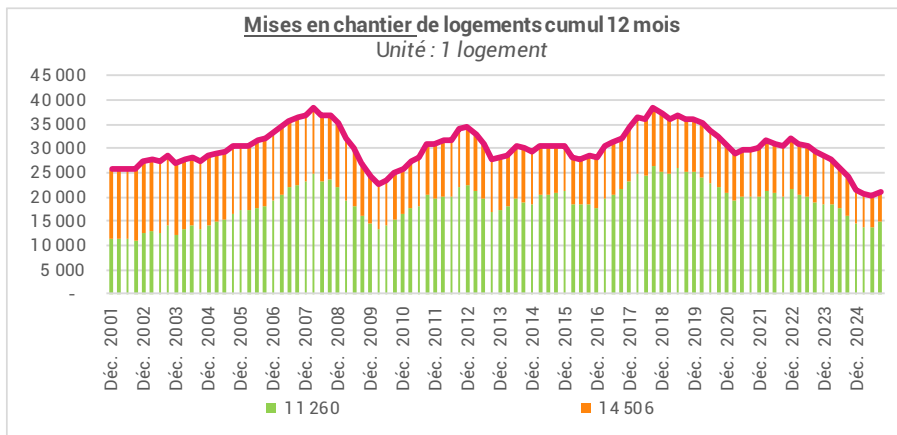
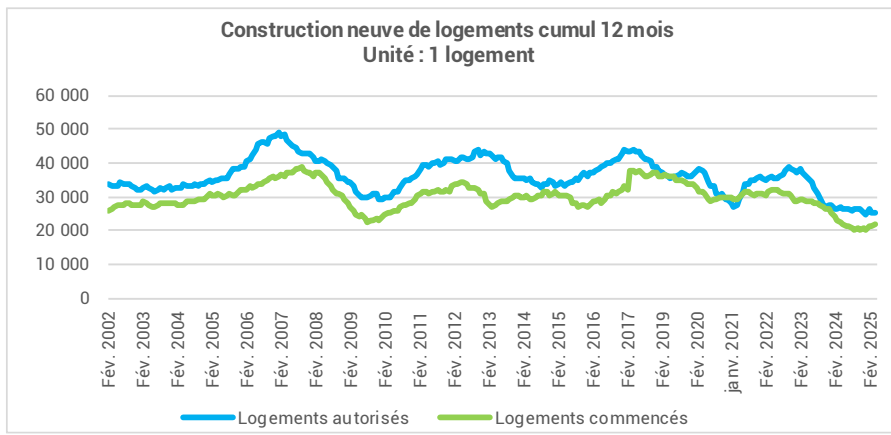
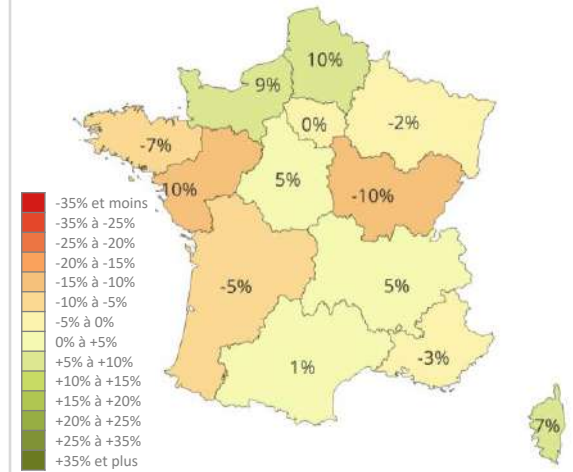


Construction de logements neufs

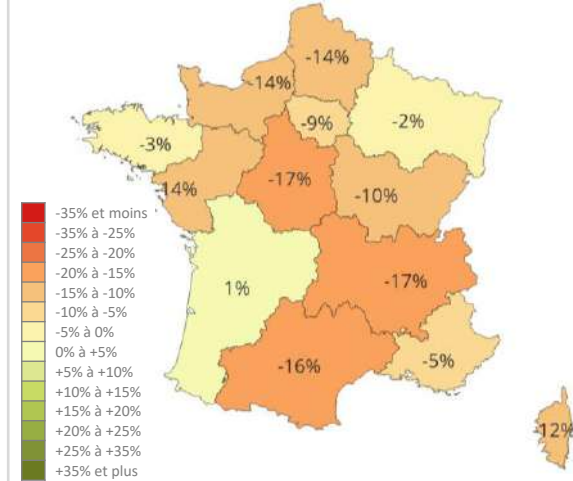
La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin février 2025		
			Evol 1 an
Total logements commencés	20 400 lgts	-2,5%	▼
Dont individuels purs	3 700 lgts	-24,5%	▼
Dont individuels groupés	2 100 lgts	+3,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	14 600 lgts	+4,4%	▲
Total logements autorisés	23 500 lgts	-5,0%	▼
Dont individuels purs	4 100 lgts	-16,7%	▼
Dont individuels groupés	2 500 lgts	+1,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	17 000 lgts	-2,7%	▼



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin fév. 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin fév. 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Alors que l'ensemble de l'année 2024 a enregistré une baisse des mises en chantier des logements, le début d'année 2025 reste en retrait avec 20 400 logements commencés, en cumul 12 mois. Cette chute est accentuée par le logement individuel pur, qui représente 28% des mises en chantier.

Les autorisations ralentissent à fin février 2025 avec 23 500 logements autorisés sur les 12 mois, soit un recul de -5% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 17 000 logements autorisés, soit +1,5% comparé aux 12 mois précédents. Le logement individuel pur reste nettement en retrait (-16,7% en glissement annuel).

Sources :

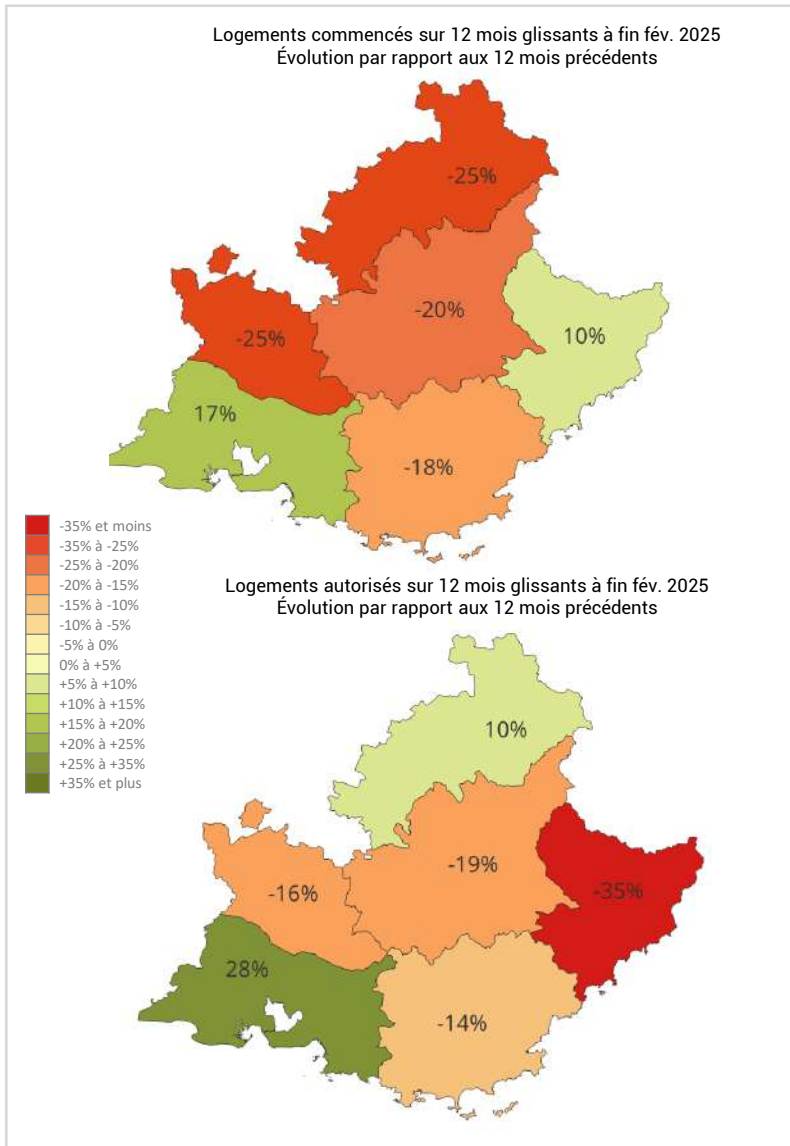
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



Après une stabilité sur l'année 2024 le marché du logement neuf dans les **Alpes-de-Haute-Provence** marque une rechute en ce début d'année 2025 : -20% de volume de logement commencés et -19% de logements autorisés.

Le marché du logement neuf des **Hautes-Alpes**, qui a connu une année 2024 difficile, continue d'afficher une baisse des logements commencés, mais les logements autorisés semblent repartir : +10%, sur les 12 derniers mois.

Dans les **Alpes-Maritimes**, tout comme en fin d'année 2024, le marché présente une progression des volumes de logements commencés (+6%), mais un ralentissement des logements autorisés (+35%).

À fin février 2025, le marché dans les **Bouches-du-Rhône** poursuit sa reprise : +17% de logements commencés et +28% de logements autorisés.

Le **Var**, continue d'afficher des indicateurs dans le rouge sur les douze derniers mois (-18% de logements commencés et -14% de logements autorisés), et aucun marché ne semble encore avoir enrayé la chute.

Idem en **Vaucluse**, les mises en chantier et les autorisations s'affichent en nette baisse sur un an (respectivement -25% et -16%).

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

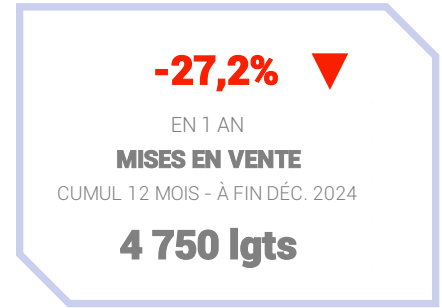
*Service des données et études statistiques



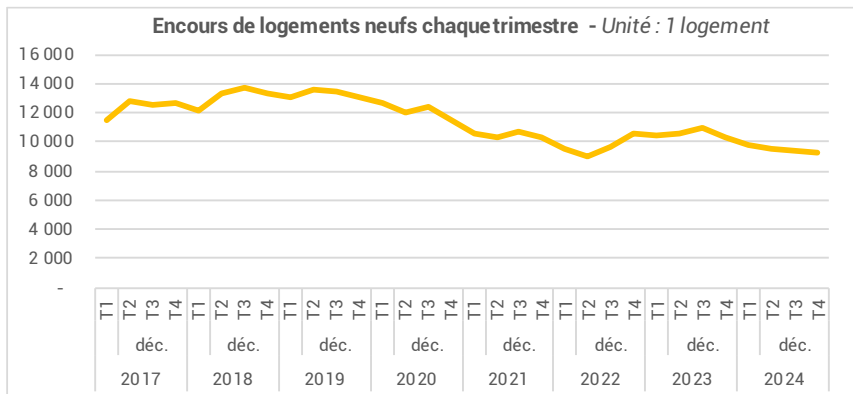
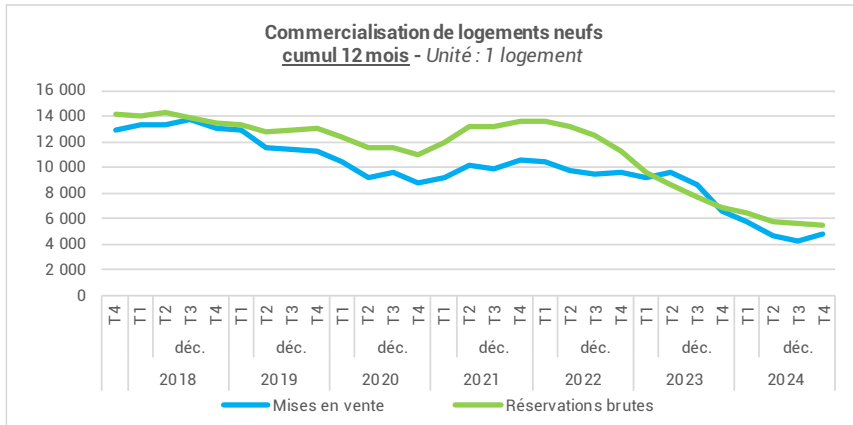
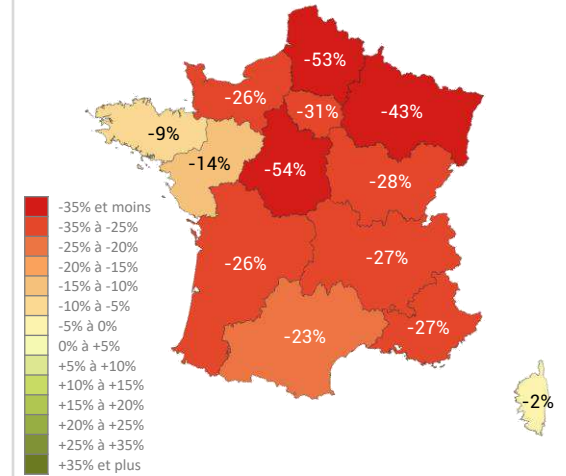


Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	4 750 lgts	-27,2%	▼
Dont collectifs	4 440 lgts	-27,9%	▼
Dont individuels	310 lgts	-15,6%	▼
Réservations	5 520 lgts	-19,8%	▼
Dont collectifs	5 190 lgts	-19,9%	▼
Dont individuels	330 lgts	-16,6%	▼
Vente en bloc	6 300 lgts	+24,9%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin déc. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

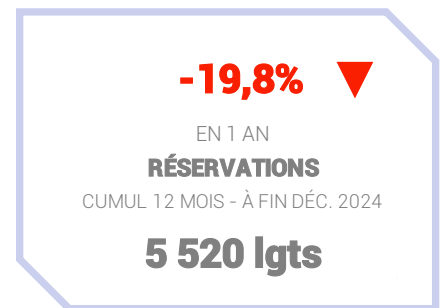
Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

L'année 2024 se termine sur le pire bilan historique pour le marché du logement neuf en Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour les mises en vente comme pour les réservations, pour le logement collectif comme pour l'individuel groupé.

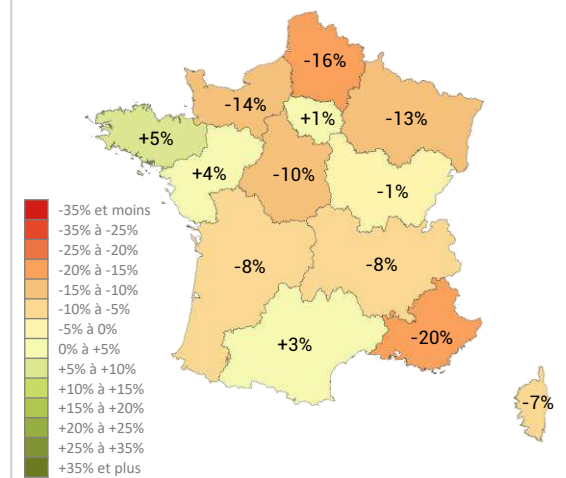
Dans un climat morose, la vente aux investisseurs a continué à soutenir le marché dans la région, avec une hausse d'un quart du volume vendu en bloc par rapport à 2023, ce qui a permis d'amortir quelque peu la baisse des achats des particuliers (les réservations s'affichent ainsi à -1% blocs et particuliers confondus dans la région en 2024 par rapport à 2023).

L'arrêt des commercialisations a également permis aux promoteurs de vider leurs stocks, avec une baisse de -10% des logements disponibles entre le début et la fin d'année 2024.

À noter toutefois que le dernier trimestre 2024 affiche un net retournement de tendance du côté des mises en vente (+74% par rapport au T4 2023), signe probable d'une confiance qui s'améliore chez les promoteurs. En effet, la baisse des réservations semble ralentir (-6% de logements vendus à des particuliers au T4 2024 vs le T4 2023, avec une tendance nulle si on comptabilise les ventes en bloc) et les prix marquent un recul significatif (-3,3% entre fin décembre 2023 et fin décembre 2024).



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin déc. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents

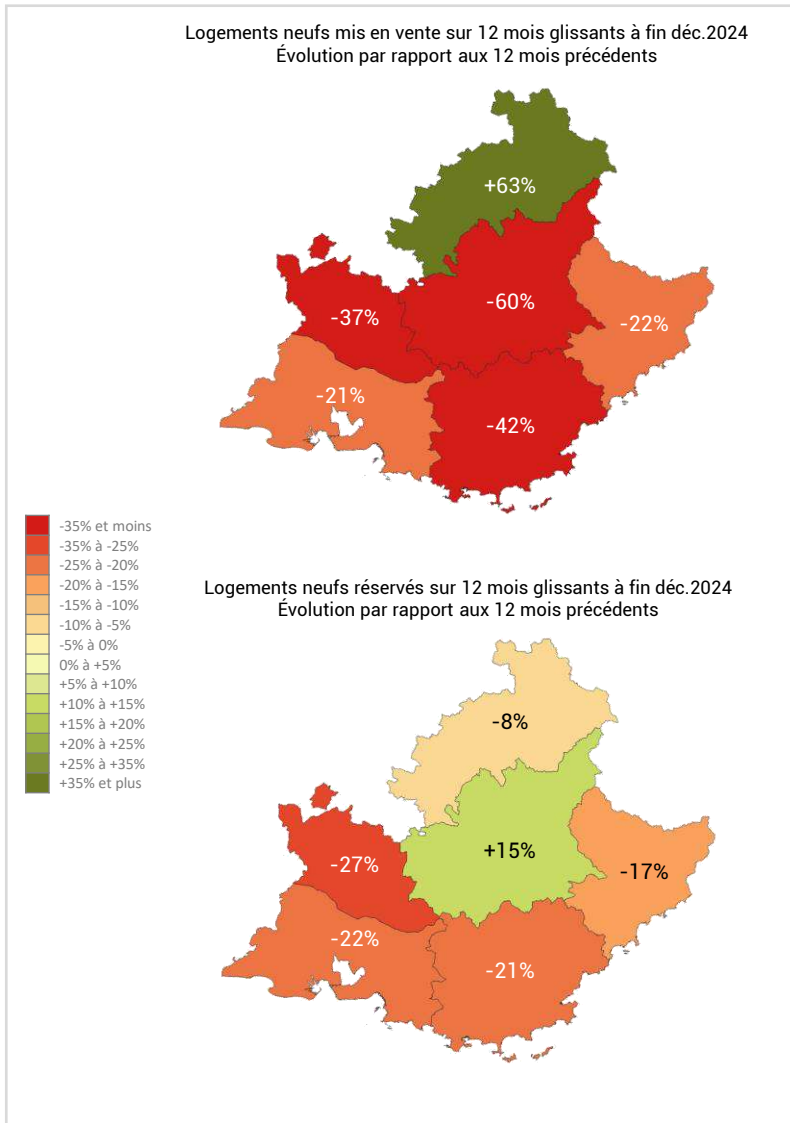


Sources : SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques



Commercialisation de logements neufs



La baisse annuelle des commercialisations est généralisée à l'ensemble des départements de la région (hormis pour les Hautes-Alpes, où les faibles volumes annuels incitent toutefois à analyser les tendances avec prudence). Cependant, seul le département du Vaucluse s'affiche encore en recul au 4^{ème} trimestre 2024 (par rapport au 4^{ème} trimestre 2023) quand tous les autres passent au vert sur les trois derniers mois de l'année.

De même, le recul des réservations s'observe partout hormis dans les Alpes-de-Haute-Provence (où les faibles volumes annuels incitent toutefois à analyser les tendances avec prudence). Ce dernier département et celui du Vaucluse sont les seuls à voir les réservations progresser au 4^{ème} trimestre 2024 par rapport à un plus tôt.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

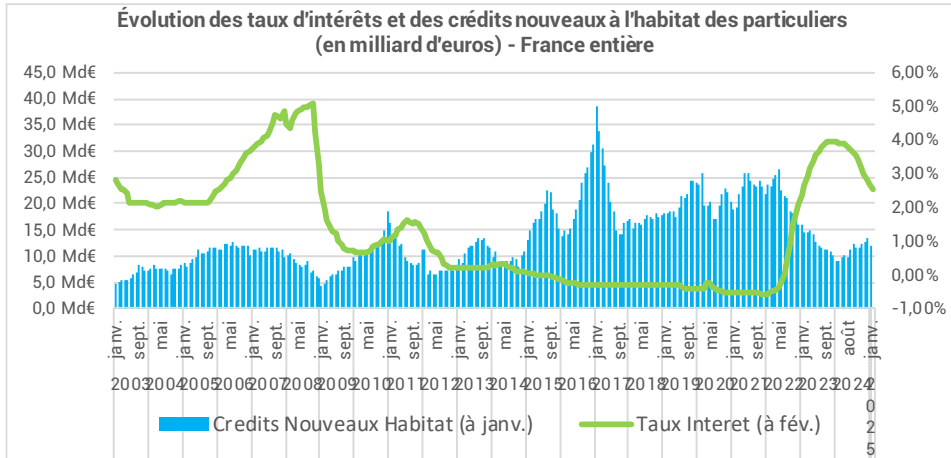




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	37 800 M€	+25,6%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin janv. 2024)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin fév. 2024)	2,525%	-0,18 pt	▼

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, sur les trois derniers mois et sur l'ensemble du pays, 37,8 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en hausse de +25,6% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La baisse des taux d'intérêts est un des facteurs explicatifs à cette hausse des crédits : à fin février 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affiche à 2,525%, en baisse de -0,18 points en un mois.

Prêts à 0% PTZ+	3 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
	Dans le neuf		
Nombre de prêts délivrés	452	-25,4%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 036	-25,7%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	78	+100,0%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	208	+29,2%	▲

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué, sous conditions, pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

En lien avec le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -26% sur un an (à fin septembre 2024).

En revanche, les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont progressé dans la région sur la période (+29%), signe d'une détente qui s'amorce sur le marché immobilier avec un probable redémarrage des transactions dans l'ancien.

+25,6% ▲

EN 1 AN
CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT - FRANCE
CUMUL 3 MOIS - À FIN JANV. 2024

37 800 M€

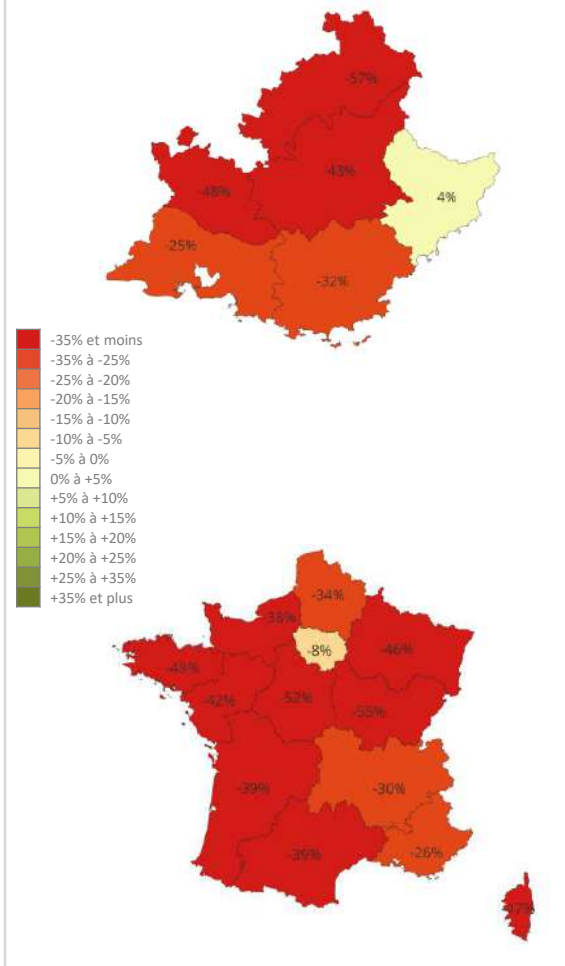
Source :
Banque de France

-25,7% ▼

EN 1 AN
PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF
CUMUL 4 TRIM. - À FIN SEPT. 2024

2 036 prêts

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin sept. 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)

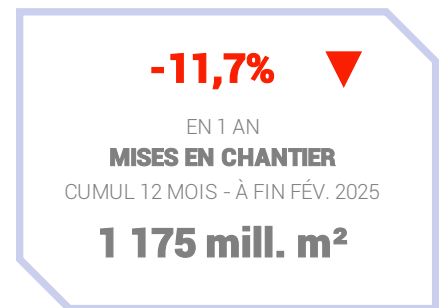




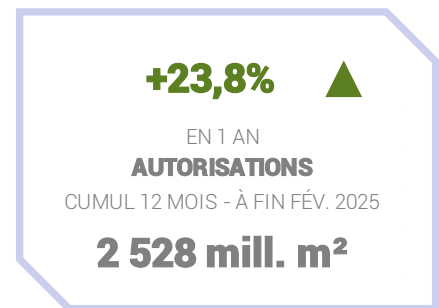
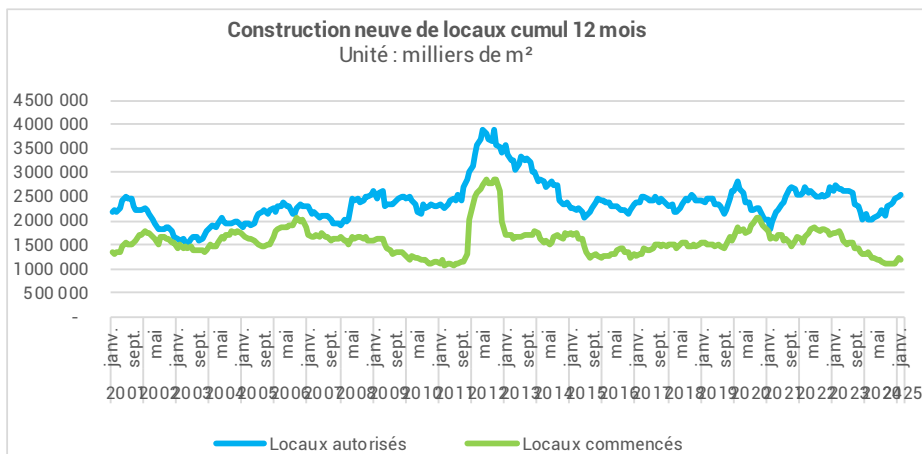
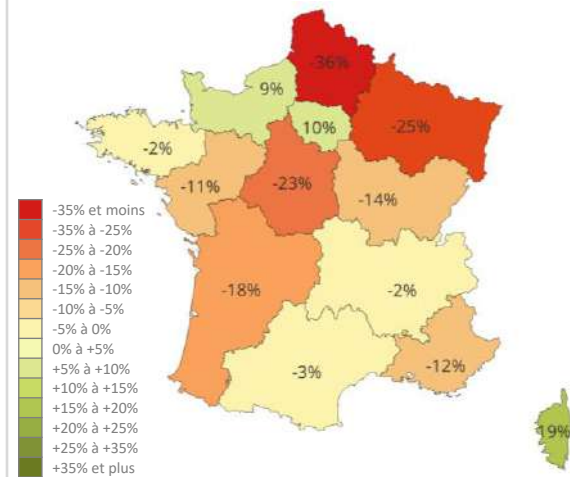
Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin fév. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 175 mill. m²	-11,7%	▼
Bâtiments agricoles	205 mill. m²	-0,6%	=
Secteur privé non agricole	698 mill. m²	-11,2%	▼
Dont locaux industriels	70 mill. m ²	-1,6%	▼
Dont commerces	146 mill. m ²	-3,4%	▼
Dont bureaux	116 mill. m ²	-52,7%	▼
Dont entrepôts	268 mill. m ²	+32,2%	▲
Dont autres locaux	97 mill. m ²	-14,6%	▼
Secteur public	272 mill. m²	-19,9%	▼

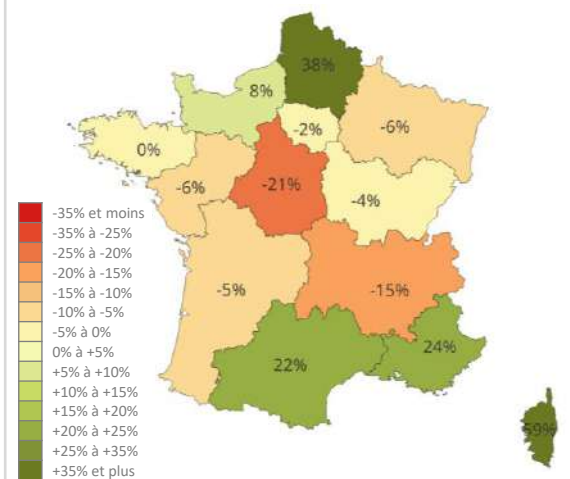
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin fév. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 528 mill. m²	+23,8%	▲
Bâtiments agricoles	676 mill. m²	+77,5%	▲
Secteur privé non agricole	1 429 mill. m²	+25,7%	▲
Dont locaux industriels	160 mill. m ²	+73,1%	▲
Dont commerces	289 mill. m ²	+11,3%	▲
Dont bureaux	293 mill. m ²	+9,3%	▲
Dont entrepôts	514 mill. m ²	+48,3%	▲
Dont autres locaux	173 mill. m ²	+2,0%	▲
Secteur public	423 mill. m²	-19,3%	▼



Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin fév. 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin fév. 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le recul de la construction neuve touche également le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur : sur douze mois à fin février, la surface de locaux neufs mise en chantier baisse ainsi de -11,7% par rapport à un an plus tôt. On observe tout de même un retournement de tendance sur le segment d'activité des entrepôts.

En revanche, le redémarrage des autorisations est net : +23,8% de surface non-résidentielle autorisée sur les douze derniers mois (à fin février 2025) dans la région par rapport aux douze mois précédents. Tous les segments d'activité affichent une hausse des permis autorisés hormis le secteur public, freiné par le cycle électoral (la dernière année des mandats locaux étant généralement marqué par un ralentissement des projets).

Sources :

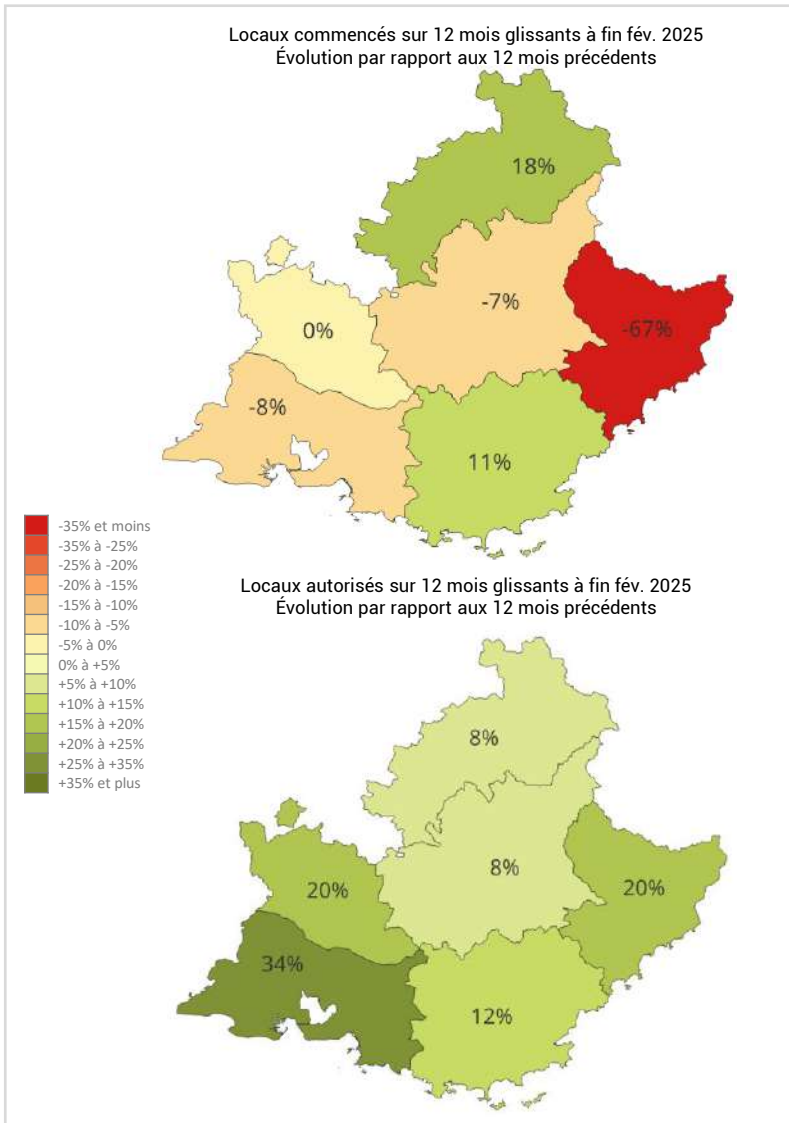
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



La construction non-résidentielle neuve ralenti dans les **Alpes-de-Haute-Provence** : -7% de mises en chantier à fin février 2025 sur un an.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la construction non-résidentielle neuve peine également à redémarrer et présente encore une évolution négative sur les douze derniers mois : -8% des locaux commencés.

On note une reprise de l'activité nette dans les **Hautes-Alpes** : +18% de mises en chantier sur les douze derniers mois.

De même, l'activité progresse dans le **Var**, de +11% sur le cumul 12 mois à fin février 2025.

Dans les **Alpes-Maritimes** en revanche, la baisse des mises en chantier est brutale : -67% sur un an glissant.

En **Vaucluse**, les 12 derniers mois présentent une stabilité comparé aux 12 mois de 2023 relativement mauvais.

Du côté des autorisations, elles progressent dans tous les départements de la région.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



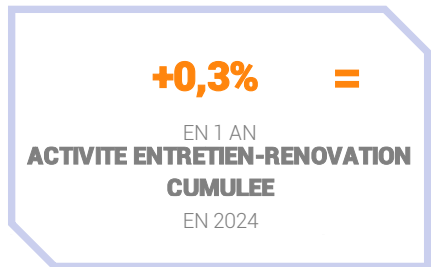
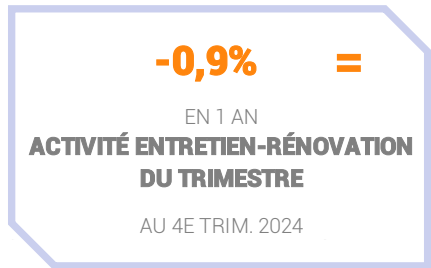
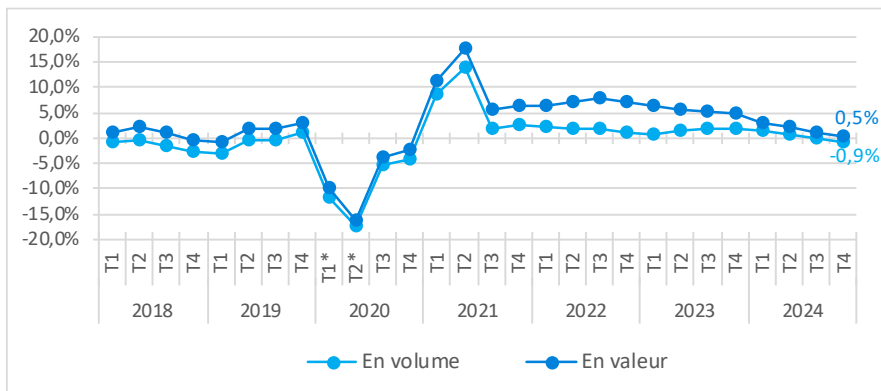


BÂTIMENT

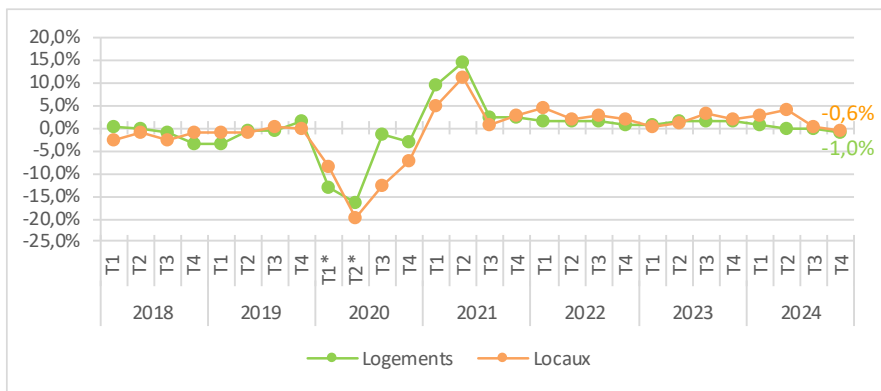
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

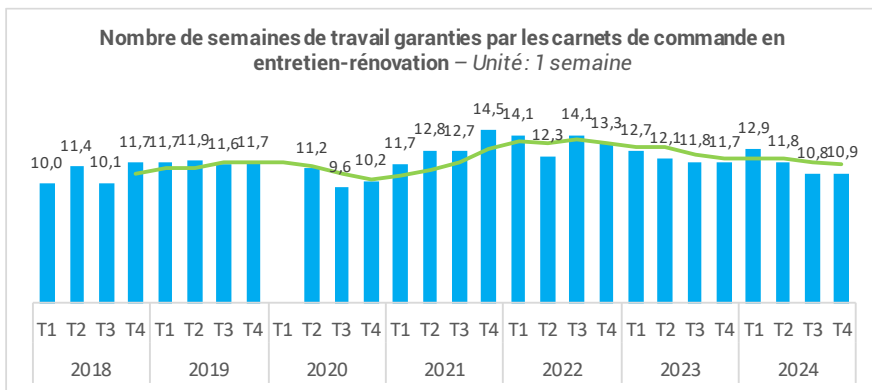
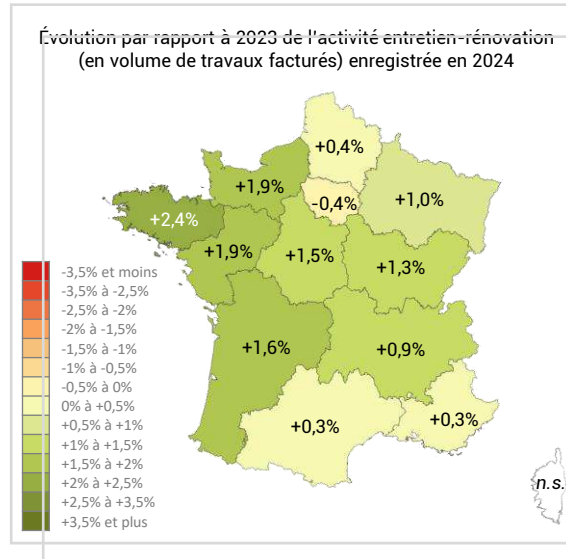
Au global



Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises



Avec un volume de travaux facturés en hausse de +0,3% en 2024 par rapport à 2023, la progression de l'activité entretien-rénovation marque de nets signes de ralentissement en Provence-Alpes-Côte d'Azur : elle affichait en effet une hausse de +6,2% en 2021 (par rapport à une année 2020 entravée par la crise Covid), de +1,8% en 2022 et encore de +1,4% en 2023. Ce ralentissement est dû aux deux derniers trimestres 2024, qui affichaient un recul de la croissance (respectivement -0,1% et -0,9%) pour la première fois depuis 2020.

Les carnets de commande en entretien-rénovation se maintiennent à un niveau relativement bas en Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,9 semaines de travail garanties à fin décembre 2024, en recul de 2 semaines depuis le début de l'année et à un niveau proche de son point bas historique – hors confinements Covid).

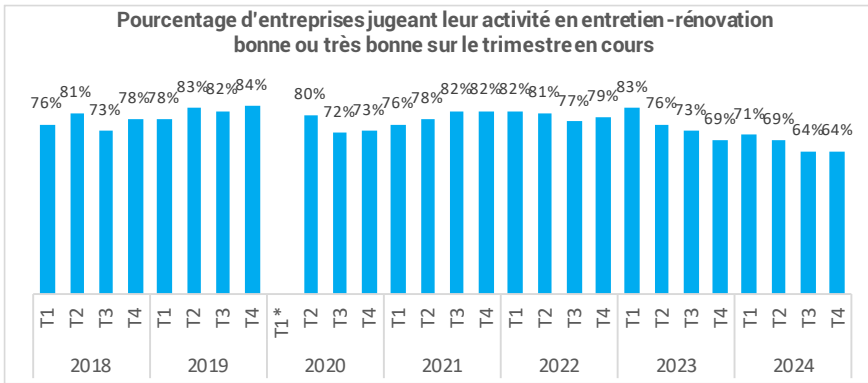
Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation



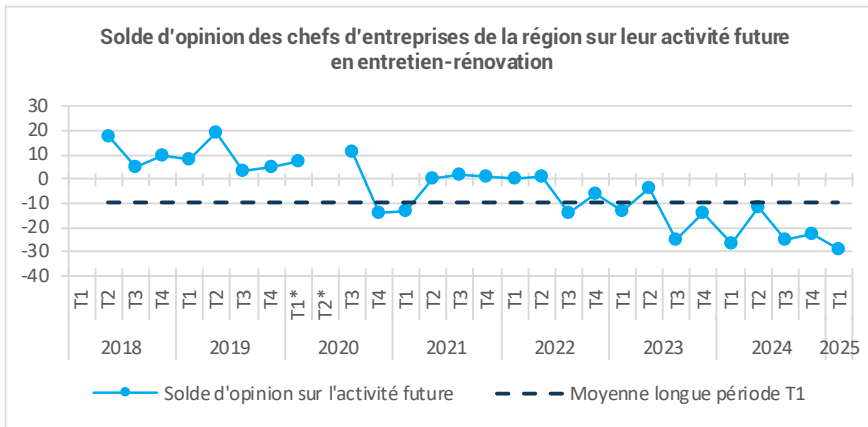


BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



64%
DES ENTREPRISES JUGENT LEUR ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-RÉNOVATION BONNE OU TRÈS BONNE
 AU 4E TRIM. 2024
+0 pts =
 EN 1 TRIMESTRE



-29
SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU PROCHAIN TRIMESTRE
 AU 4E TRIM. 2024
-6 pts ▼
 ÉVOL. 1 TRIM.

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

En miroir à des prises de commandes en baisse et un niveau d'activité global morose, les entreprises du Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur restent pessimistes pour leur activité future : seules 11% d'entre elles envisagent une progression de leur montant de facturation d'entretien-rénovation dans les trois prochains mois, un score en recul de -3 points par rapport au trimestre précédent et proche de son plus bas niveau historique.

En parallèle, elles sont 40% à anticiper une baisse de leur activité lors du prochain trimestre, niveau record (+3 points en un trimestre). Par conséquent, le solde d'opinion sur l'activité future atteint son plus bas niveau historique et se place 19 points en-dessous de sa moyenne longue période.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





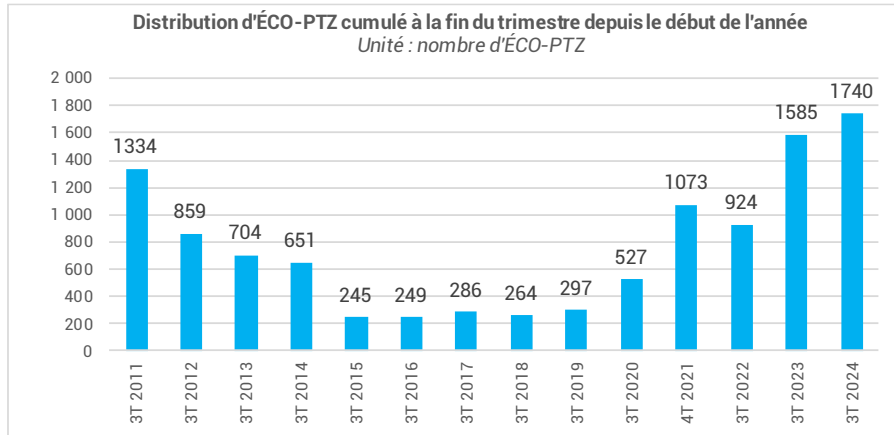
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	32,46 M€	+11,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 740 ÉCO-PTZ	+9,8%	▲

+11,0% ▲

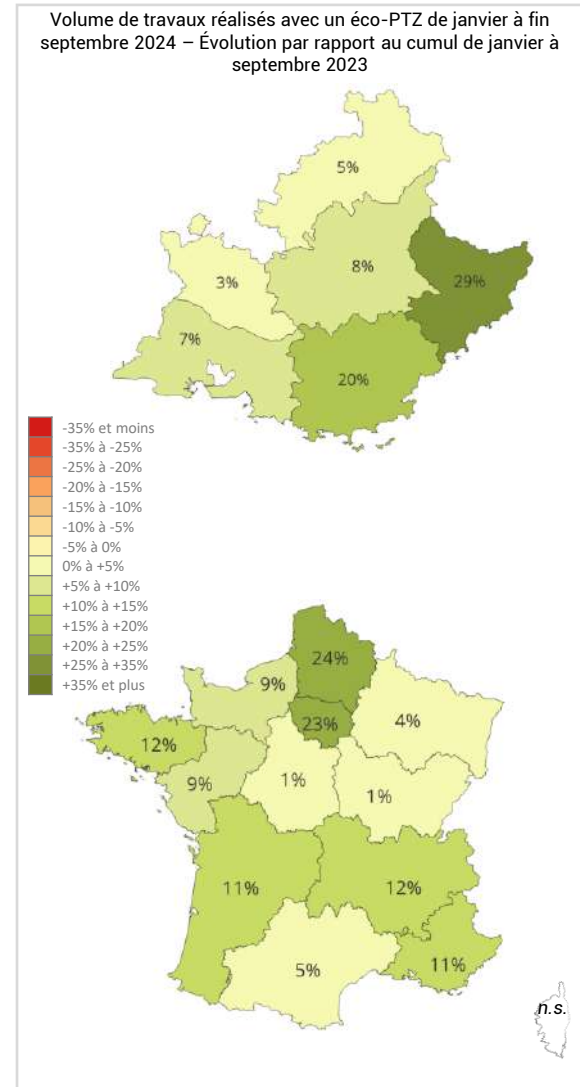
DE JANVIER À FIN DU 3^e TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

32,46 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les neuf premiers mois de 2024, plus de 1 700 prêts ont ainsi été accordés dans la région, ce qui constitue le meilleur bilan sur neuf mois depuis le lancement du dispositif en 2010.



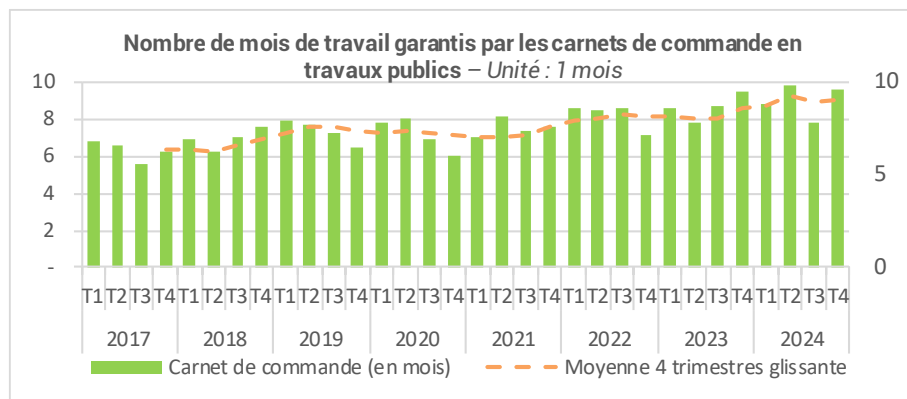
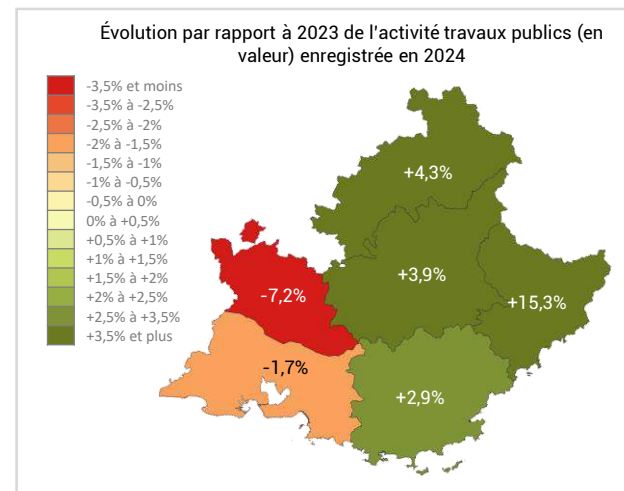
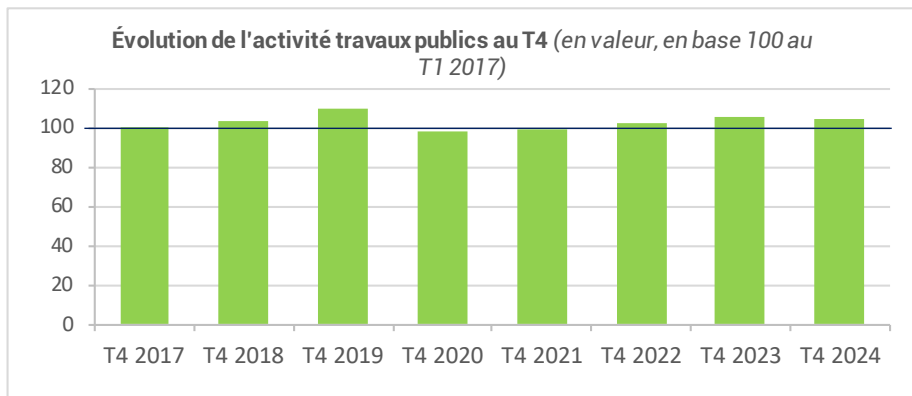
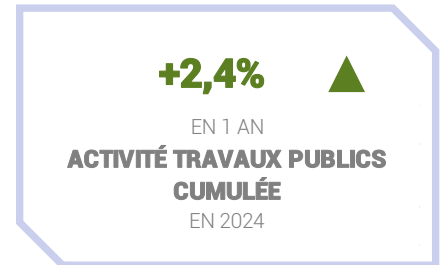
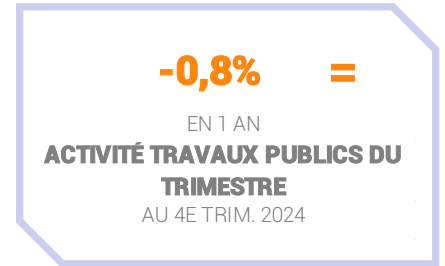
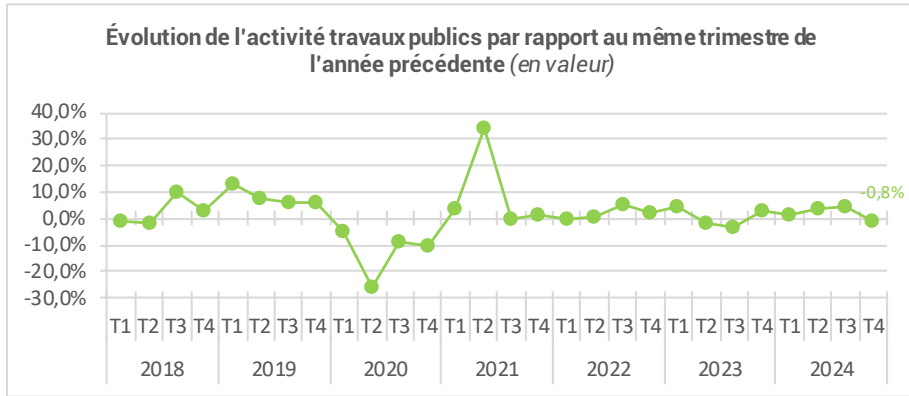
Source : SGFGAS (données brutes)





TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics



L'activité Travaux Publics a été mal orientée au 4^{ème} trimestre 2024, affichant un recul du chiffre d'affaires (en comparaison à un an plus tôt) pour la première fois depuis l'été 2023. Pour autant, le reste de l'année a été suffisamment solide pour porter l'évolution de l'activité Travaux Publics à +2,4% sur l'ensemble de l'année 2024 (par rapport à 2023).

Le 4^{ème} trimestre a été difficile pour tous les corps de métier hormis le Génie Civil et l'Énergie. Malgré ce bon 4^{ème} trimestre, le Génie Civil paie toutefois son mauvais début d'année et reste le seul secteur à afficher un chiffre d'affaires 2024 inférieur à celui de 2023.

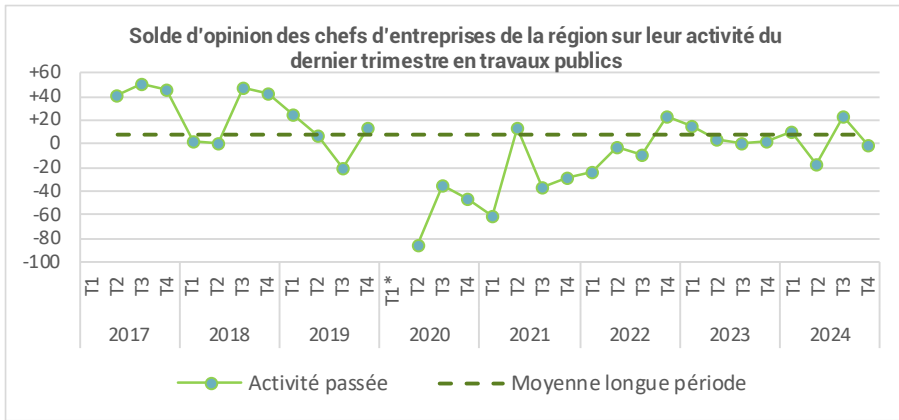
Les prises de commande se stabilisent dans la région, à un niveau élevé (son plus haut historique depuis le début du suivi statistique en 2012).

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA

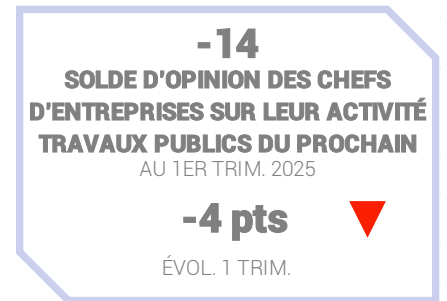
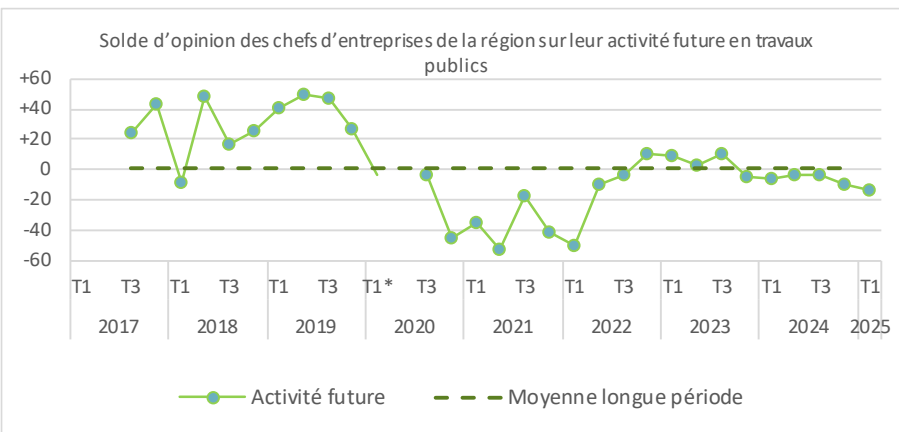
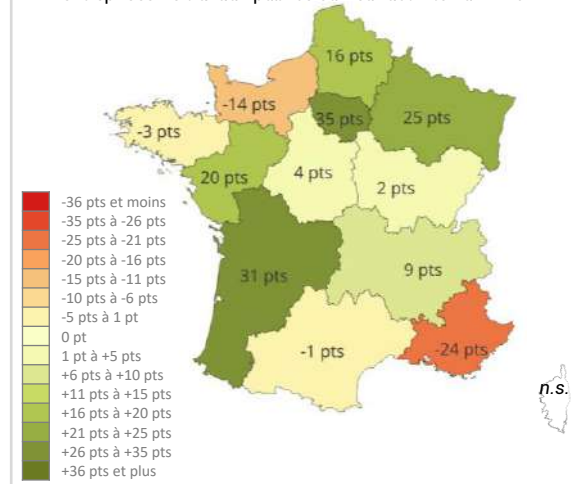


TRAVAUX PUBLICS

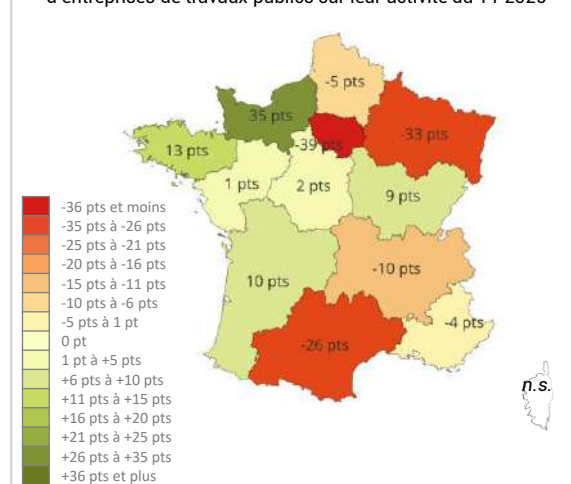
Opinion des chefs d'entreprises



Évolution par rapport au T3 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T4 2024



Évolution par rapport au T4 2024 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2025



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, seulement 9% des entreprises de Travaux Publics de la région ont enregistré une hausse de leur activité au 4^{ème} trimestre 2024 (-28 points en un trimestre) et 10% ont enregistré une baisse (-4 points en un trimestre). Nous avons donc une écrasante majorité d'entreprises (81%) qui ont vu leur chiffre d'affaires rester stable au 4^{ème} trimestre, soit un solde d'opinion quasi-nul (mais qui se place toutefois 15 points en-dessous de sa moyenne de longue période).

Cette stabilisation globale de l'activité ne cache pas une inquiétude qui commence à s'installer chez les chefs d'entreprises. Pour preuve, le solde d'opinion sur l'activité à venir continue de baisser (-4 points en un trimestre) et repasse sous sa moyenne de longue période ; en effet, seules 5% des entreprises de Travaux Publics de la région prévoient une hausse, même légère, de leur activité sur les trois prochains mois, plus bas niveau historique (à égalité avec le trimestre précédent) et 19% envisagent une baisse, en hausse de +4 points en un trimestre et plus haut score depuis le 2^{ème} trimestre 2022.

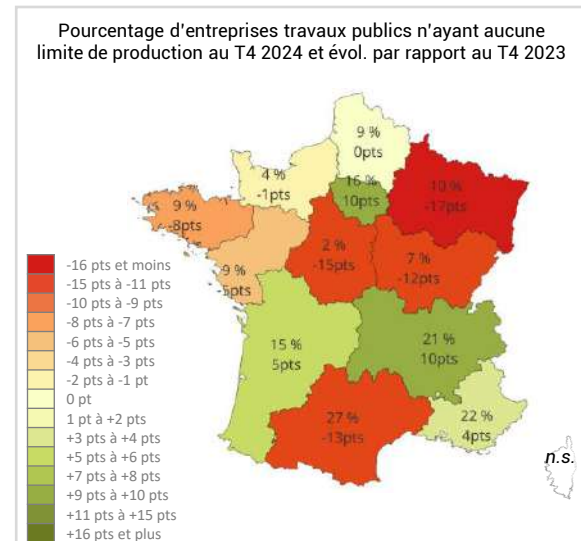
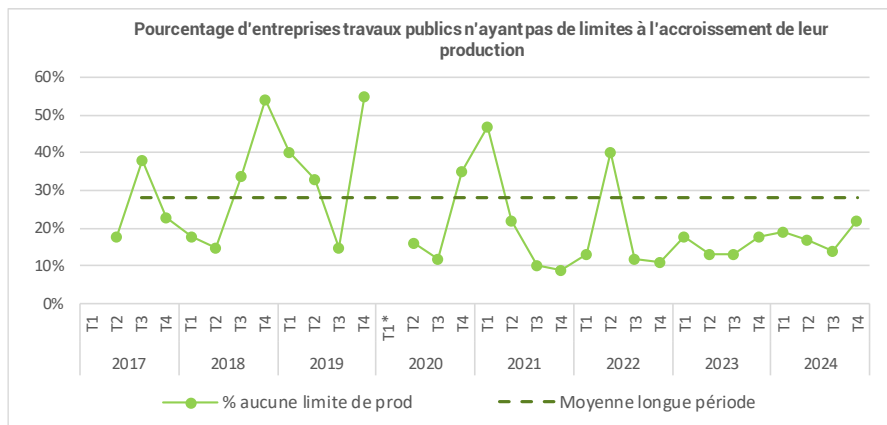
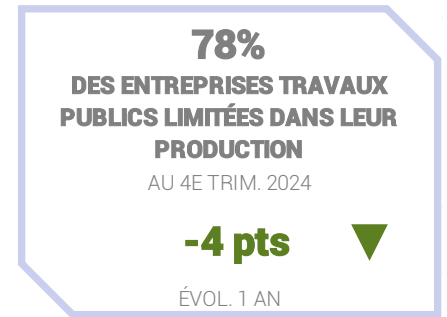
Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE



TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	22%	+4 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	56%	+9 pts	▲
Insuffisance en personnel	23%	-29 pts	▼
Contraintes financières	8%	-5 pts	▼
Conditions climatiques	9%	-2 pts	▼
Insuffisance de matériel	1%	-4 pts	▼
Autres facteurs	1%	0 pts	=



Même si les conditions s'améliorent, les difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 78% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin décembre 2024 (en baisse de -4 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : plus de la moitié des entreprises sont concernées, en hausse de +9 points en un an. Concernant les autres contraintes (financières, de personnel, de matériel ou climatiques), les difficultés semblent s'amenuiser.

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

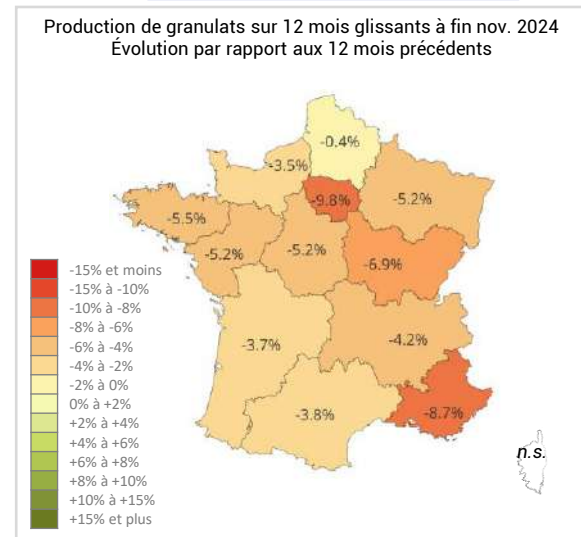
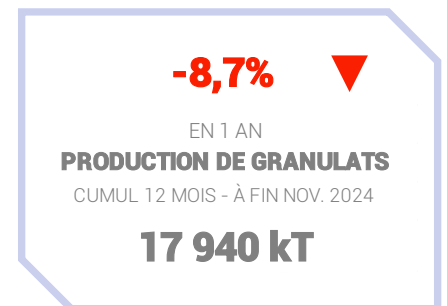
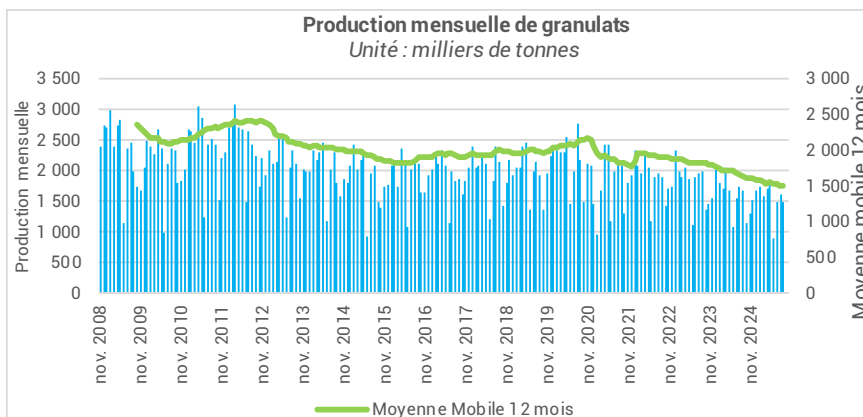
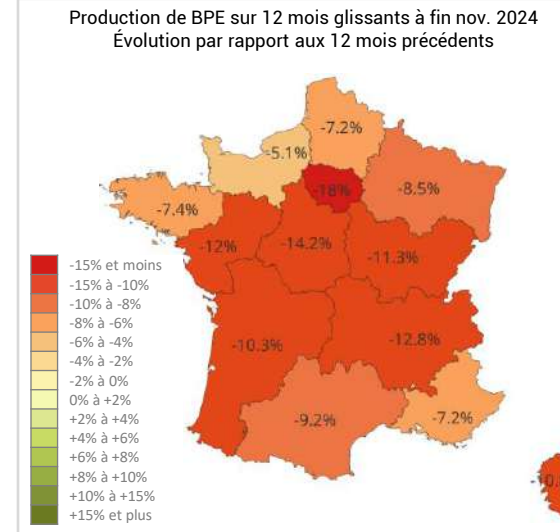
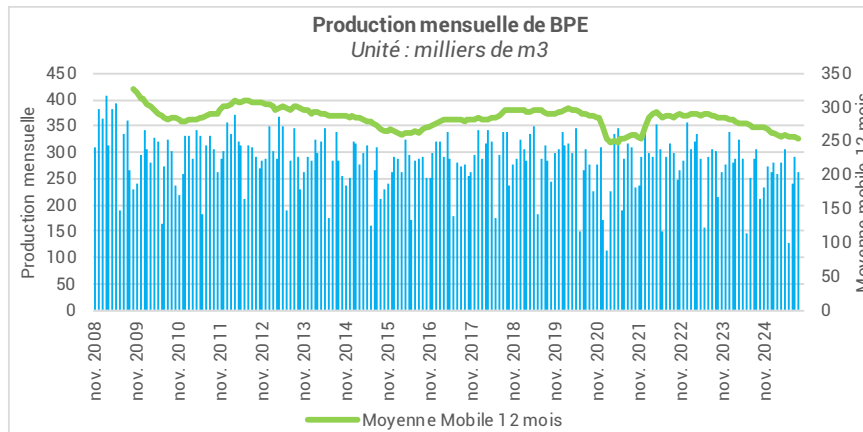
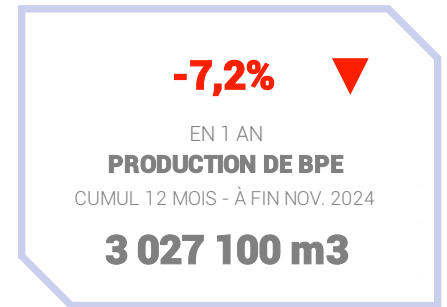




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en nov. 2024	263 031 m3	-13,9%	▼
Prod. de Granulats en nov. 2024	1 478 kt	-11,4%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et nov. 2024	2 814 780 m3	-7,6%	▼
Production de Granulats entre janv. et nov. 2024	16 800 kt	-8,1%	▼



Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. La production régionale de BPE continue ainsi de se replier et affiche un volume livré en baisse de -7,2% sur les douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents.

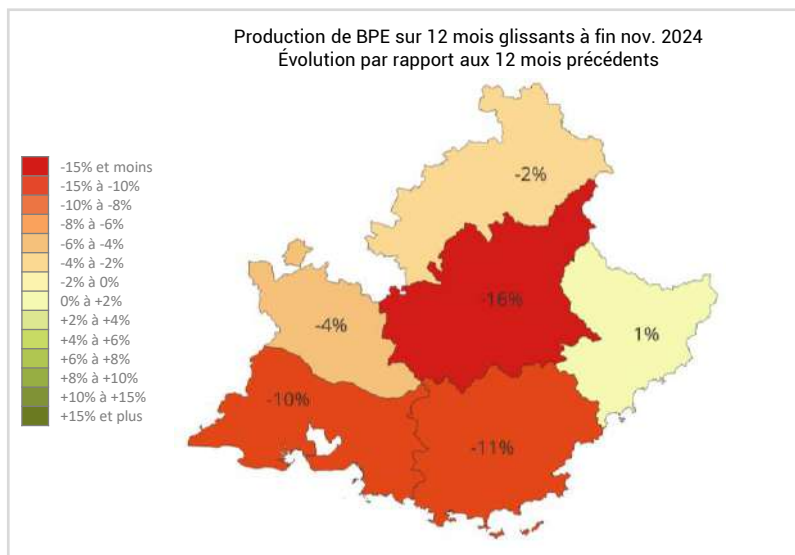
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -8,7% sur la période décembre 2023-novembre 2024 par rapport à un an plus tôt. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé sur le métier de la route et l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est en recul dans tous les départements de la région sur les douze derniers mois, hormis dans les **Alpes-Maritimes** : le volume de BPE livré s'affiche à +1,4% entre décembre 2023 et novembre 2024 par rapport à un an plus tôt dans ce département, mais la période de référence était particulièrement mauvaise. De fait, le volume produits sur les douze derniers mois dans les Alpes-Maritimes reste largement en-deçà de sa moyenne annuelle de longue période.

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la vision de long-terme suggère une chute significative de la production de BPE, mais les volumes produits entre 2021 et mi-2023 étaient particulièrement élevés, dans le sillage d'un marché résidentiel neuf dynamique. De fait, le volume de BPE produit dans ce département sur les 12 derniers mois reste supérieur à son niveau moyen des dix dernières années.

De même dans les **Hautes-Alpes**, où malgré un recul sur 12 mois, les livraisons de BPE restent au-dessus de leur niveau moyen des quinze dernières années (notamment à la faveur de mises en chantiers de logements neufs dynamiques entre 2022 et 2023).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la production de BPE poursuit sa tendance baissière, avec un volume livré sur les 12 derniers mois bien en-deçà de sa moyenne longue période.

Dans le **Var**, la baisse de production enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base relativement élevée ayant profité d'une activité dynamique en 2021-2022 sur le marché non-résidentiel neuf. De fait, le volume de BPE produit sur les 12 derniers mois reste sensiblement identique à son niveau moyen de long-terme.

De même en **Vaucluse**, où la production de BPE s'affiche certes en recul sur un an mais enregistre un volume sensiblement conforme à ses niveaux moyens annuels de référence.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)

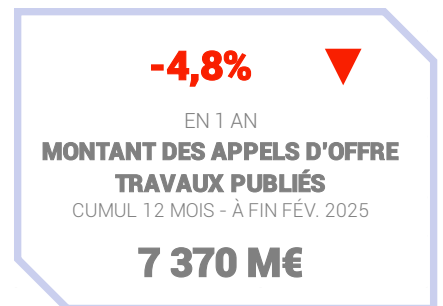
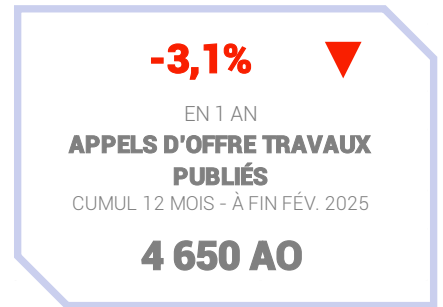


COMMANDE PUBLIQUE

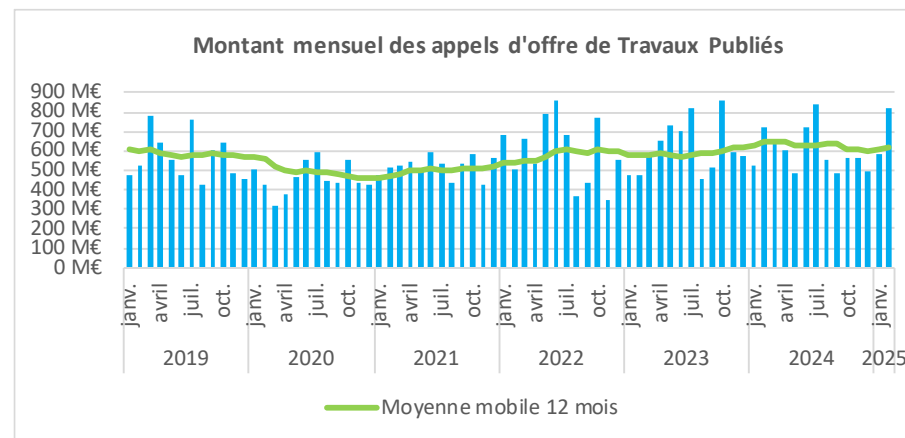
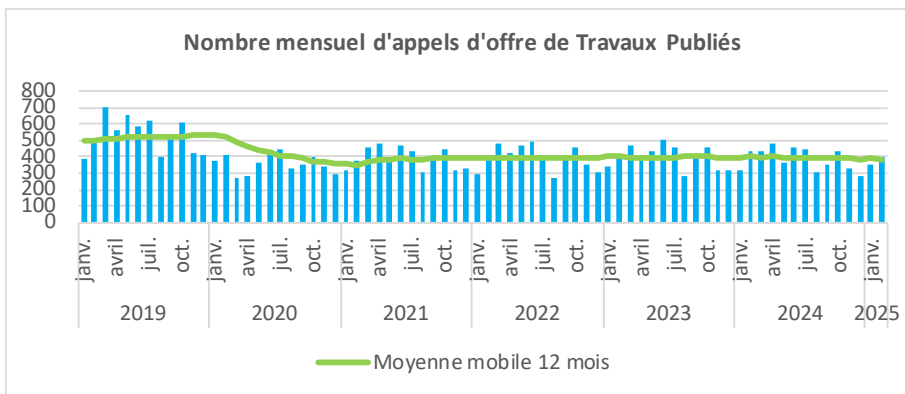
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à fév. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 650 AO	-3,1%	▼
dont bâtiment*	2 410 AO	+0,7%	=
dont TP*	1 650 AO	-4,6%	▼
dont pôle local	2 760 AO	+1,5%	▲
dont conseils territoriaux	320 AO	+6,2%	▲
dont Etat	560 AO	-8,3%	▼
dont autres	60 AO	+13,0%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à fév. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,4 Md€	-4,8%	▼
dont bâtiment*	2,6 Md€	+0,7%	=
dont TP*	2,5 Md€	-4,3%	▼
dont pôle local	3,6 Md€	-1,9%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	+2,8%	▲
dont Etat	1,0 Md€	-30,6%	▼
dont autres	0,2 Md€	+78,0%	▲



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule en volume dans la région : 4 650 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois (à fin février 2025), en baisse de -3,5% par rapport à un an plus tôt. Cette baisse est plus visible pour les marchés de Travaux Publics (-4,6%) que pour les marchés de Bâtiment (+0,7%). Elle est également plus visible chez l'État (-8,3%) que dans le pôle local (où le nombre d'achats de travaux progresse de nouveau sur un an, à +1,5%), chez les conseils territoriaux (+6,2%) et les grands acheteurs publics (opérateurs publics, bailleurs sociaux, hôpitaux, etc.).

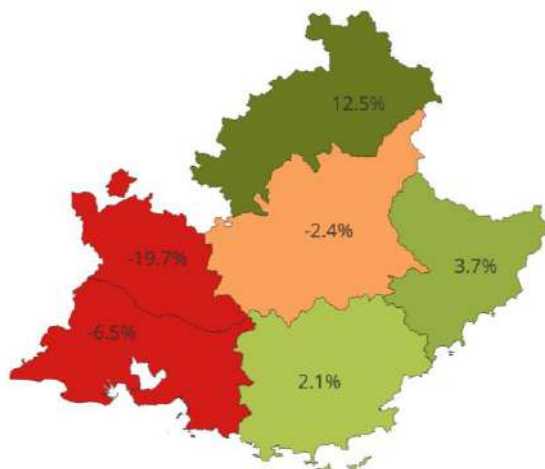
La valeur de la commande publique reflue également sur la dernière année (-4,8%) du fait d'un mauvais dernier trimestre 2024 (-20% par rapport au 4^{ème} trimestre 2023) marqué par l'incertitude politique (censure du Gouvernement Barnier sans vote de budget) et l'accalmie sur le front de l'inflation (cette dernière a en effet fortement augmenté la valeur des achats publics de travaux entre 2022 et 2023).

Source : VecteurPlus

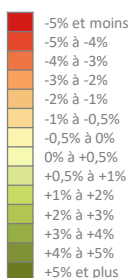
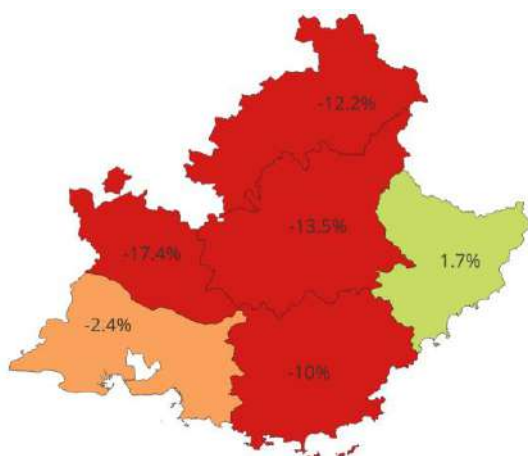


Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin fév. 2025 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin fév. 2025 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Vaucluse** se démarque avec une forte baisse de la commande publique, en volume (-19,7% de marchés publiés sur un an) comme en valeur (-17,4% du montant attribué).

Il en est de même dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, où les achats publics affichent un recul de -13,5% en valeur sur les douze derniers mois par rapport à un an plus tôt (le nombre de marchés publiés régresse lui de -2,4% en un an).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, les achats publics reculent de -6,5% en volume et de -2,4% en valeur.

À l'inverse, dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés progresse en volume (+3,7% de marchés publiés entre mars 2024 et février 2025 par rapport à un an plus tôt), faisant nettement grossir l'enveloppe des achats (+1,7%).

Dans le **Var**, le nombre d'achats publics de travaux publiés progresse de +2,1%, mais l'enveloppe dédiée à ces achats fond dans le même temps de -10%, probablement du fait du lancement de projets plus nombreux mais moins coûteux.

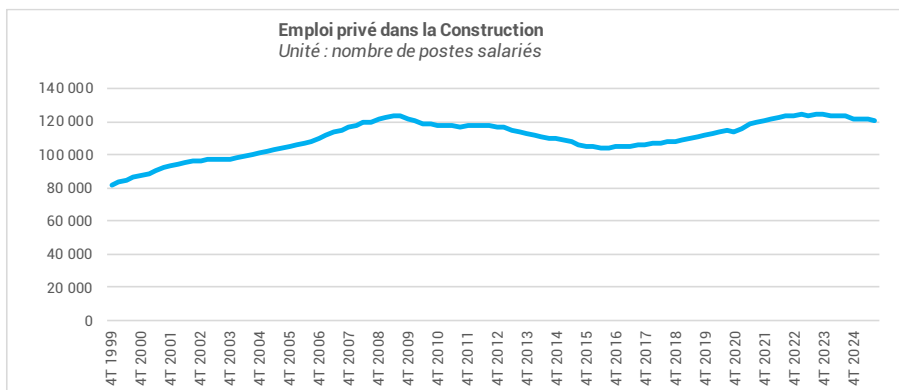
Même phénomène dans les **Hautes-Alpes**, où les achats publics de travaux progressent de +12,5% en volume mais régressent de -12,2% en valeur.



APPAREIL DE PRODUCTION

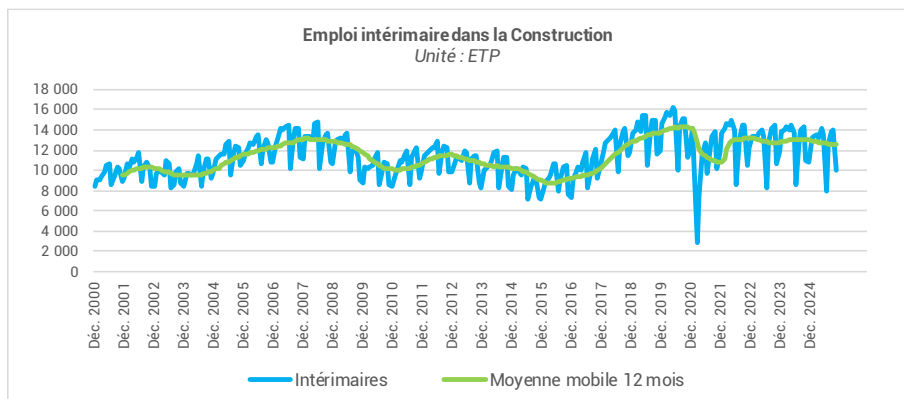
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	120 311 sal.	-2,3%	▼



Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Cette légère décroissance s'est poursuivie en 2024, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -2,3% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Déc. 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Déc. 2024	10 084 ETP	-8,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Déc. 2024	12 621 ETP	-3,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Déc. 2024	12 526 ETP	-4,5%	▼



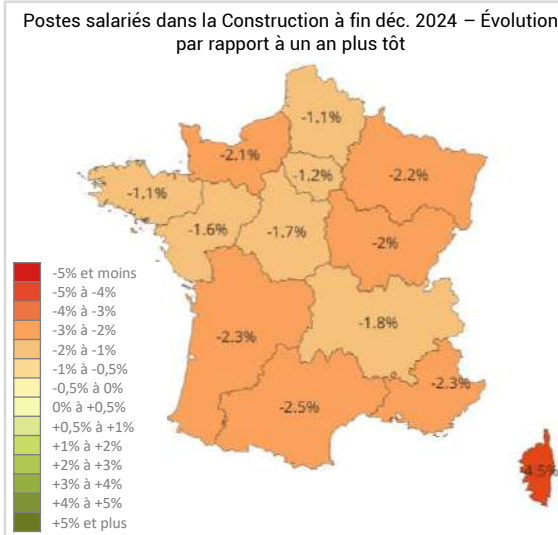
L'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, a moins été sollicité par les entreprises de la construction de la région en 2024 qu'en 2023 : le nombre moyen d'intérimaires (en ETP) comptabilisé en 2024 recule en effet de -4,5% par rapport à 2023. C'est le secteur du Bâtiment qui paie le plus lourd tribut avec une baisse moyenne de -7,3% du nombre d'ETP entre 2023 et 2024, dont -5,9% dans le gros-œuvre et -9,6% dans le second-œuvre.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

-2,3% ▼

EN 1 AN
SALARIÉS CONSTRUCTION
À FIN 4E TRIM. 2024

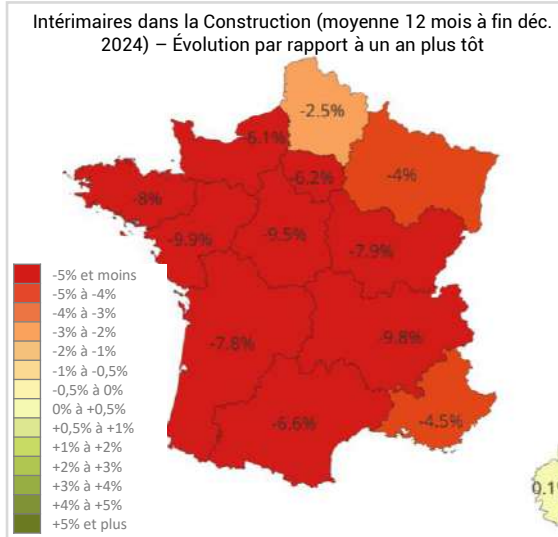
120 311 sal.



-3,6% ▼

EN 1 AN
INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN DÉC. 2024

12 621 ETP



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

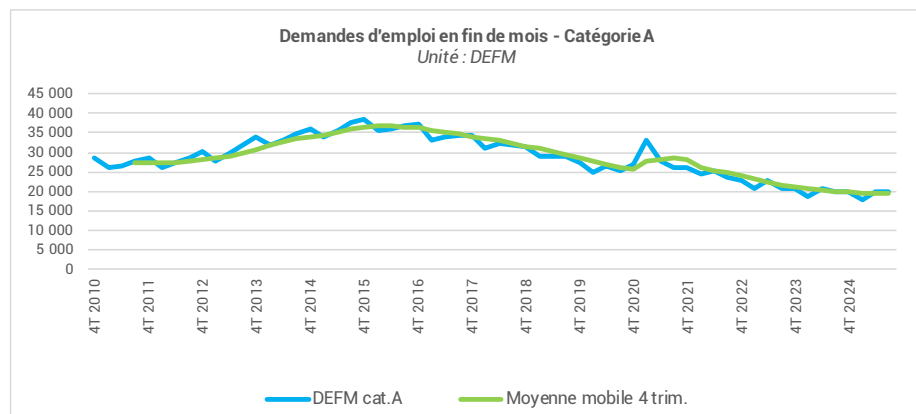




APPAREIL DE PRODUCTION

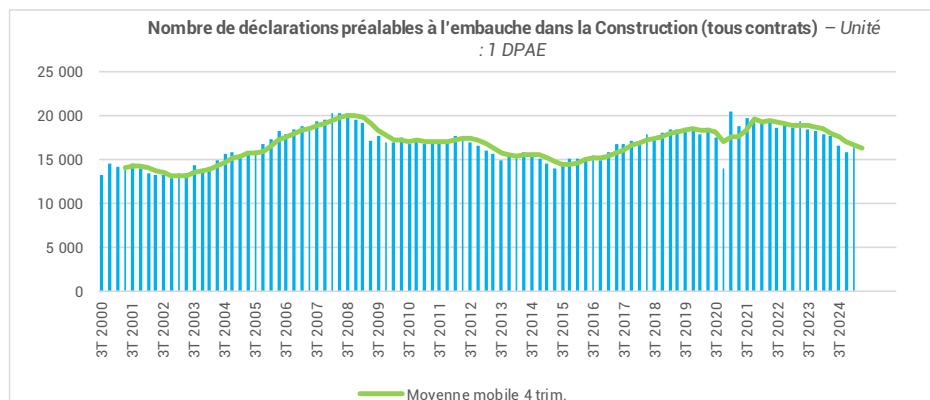
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 642 DEFM	-0,8%	=
DEFM tous secteurs économiques	270 855 DEFM	+2,3%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,2	▼



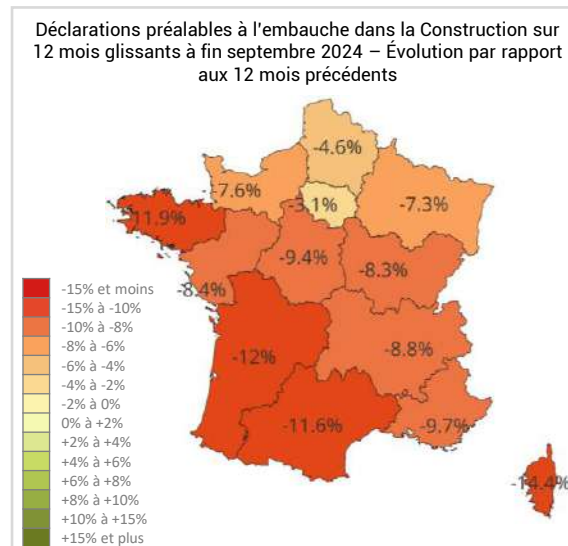
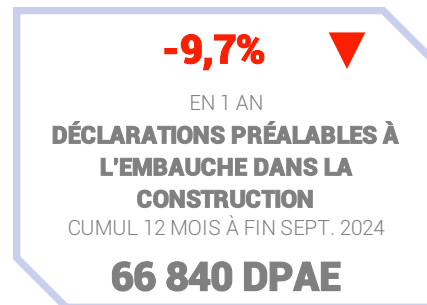
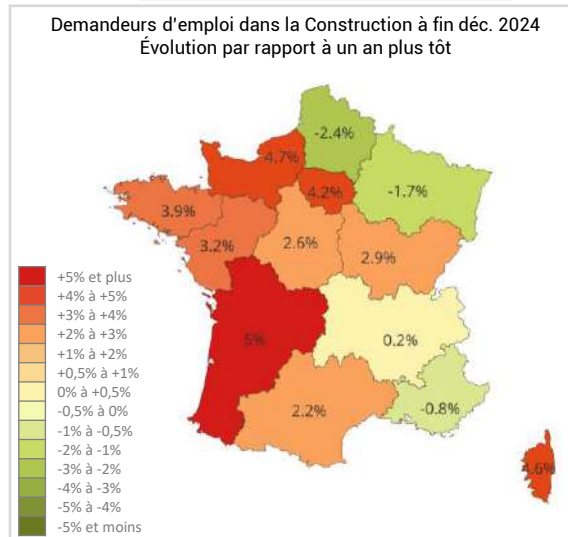
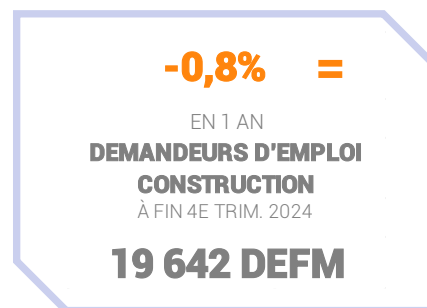
Après des années de baisse continue, le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction semble se stabiliser (-0,8%) en fin d'année 2024 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T3 2024 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAAE	66 840 DPAAE	-9,7%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 000 DPAAE	-6,2%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	23 610 DPAAE	-12,2%	▼
dont CDI	34 230 DPAAE	-8,8%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : sur les douze derniers mois, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -9,7% par rapport aux douze mois précédents dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

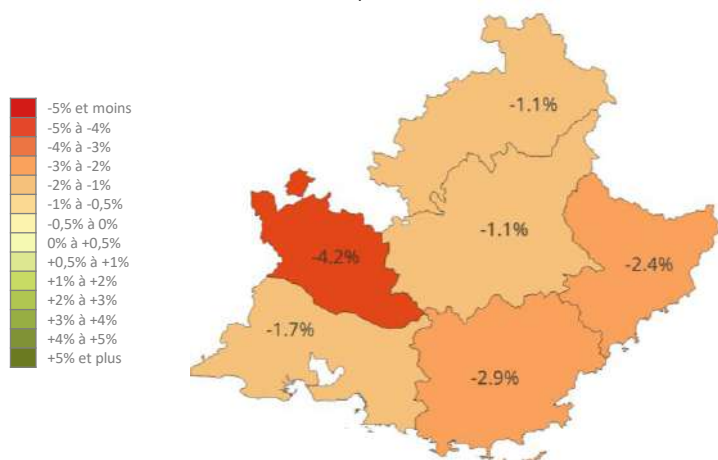
DPAAE : URSSAF (données cvs)



APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin décembre 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Dans le département des **Alpes-de-Haute-Provence**, l'emploi salarié ralentit au 4^{ème} trimestre 2024 (-1,1%). L'emploi intérimaire progresse de +1,9%. La baisse du nombre de demandeurs d'emploi tend à ralentir (-0,3% sur un an à fin décembre) alors que les intentions d'embauches affichent le plus faible reflux de la région (-4,1%).

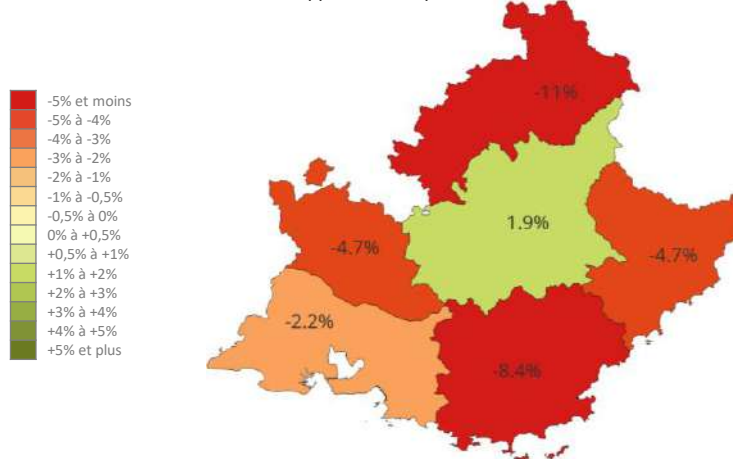
Le département des **Hautes-Alpes** enregistre quant à lui un léger ralentissement de l'emploi-salarié au 4^{ème} trimestre 2024 (-1,1%) et des intentions d'embauches parmi les plus résilientes de la région (-4,3%). La baisse du nombre de demandeurs d'emploi est la plus forte de la région (-7,9% à fin 2024), alors que l'emploi intérimaire chute fortement (-11% à fin décembre 2024). L'emploi intérimaire est donc clairement une variable d'ajustement dans ce département, face à une activité qui ralentit et une main-d'œuvre supplémentaire quasi-inexistante.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, l'emploi-salarié ralentit légèrement (-1,7% à fin décembre 2024 par rapport à un an plus tôt), de même que l'emploi intérimaire (-2,2% à fin décembre 2024) et les embauches (-7% à fin septembre 2024), tandis que le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise (-0,6% à fin 2024).

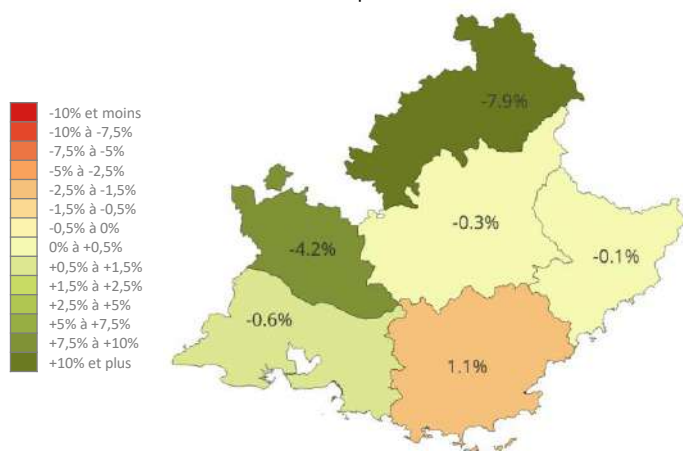
Les indicateurs sont tous en baisse dans les départements du **Var** et des **Alpes-Maritimes**, avec des reculs respectifs de l'emploi salarié de -2,9% et -2,4% à fin décembre 2024 (par rapport à un an plus tôt) et des embauches de -9,4% et -13,6% en un an à fin septembre 2024. À ces indicateurs se conjugue un recul significatif de l'emploi intérimaire (respectivement -8,4% et -4,7% à fin décembre 2024) et une stabilisation voire une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (respectivement +1,1% et -0,1% à fin décembre 2024). Le Var est d'ailleurs le seul département de la région où le nombre de demandeurs d'emploi progresse sur un an.

Les tendances les plus négatives se retrouvent en **Vaucluse**, signe d'une activité au point mort. De plus, le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'assécher dans ce département, limitant fortement les marges de manœuvre en cas de redémarrage brutal de l'activité, avec une main-d'œuvre de moins en moins disponible.

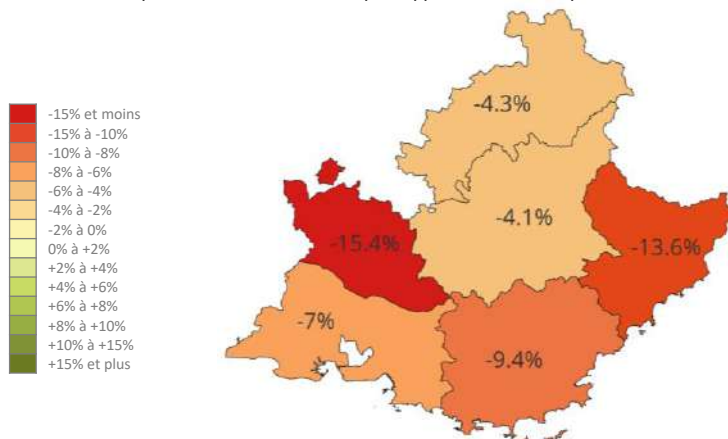
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin déc. 2024) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin déc. 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin septembre 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

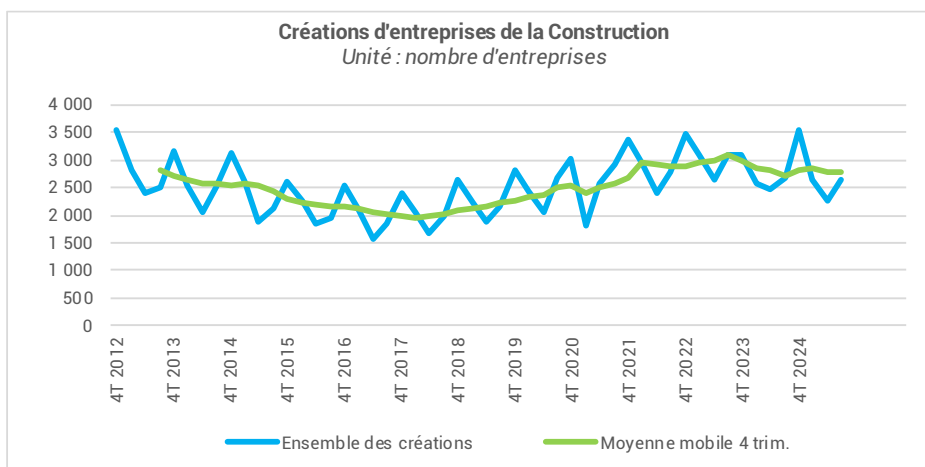
Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



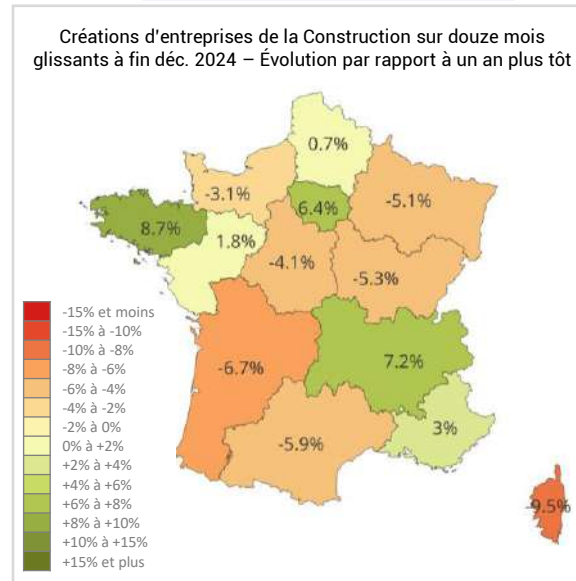
APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 652 créations	-0,8%	=
Dont créations hors micro-entrepreneurs	970 créations	+0,3%	=
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 128 créations	+3,0%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 006 créations	+0,7%	=



Les créations d'entreprises ont suivi une trajectoire favorable pendant plusieurs années, la crise Covid n'ayant même pas freiné la dynamique haussière. Mais l'année 2023 a marqué la fin de cette croissance, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile pour le secteur de la Construction. L'année 2024 montre un léger regain (+3% d'immatriculations), mais le volume d'entreprises créées reste légèrement en-deçà des niveaux atteints en 2021 et 2022.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)

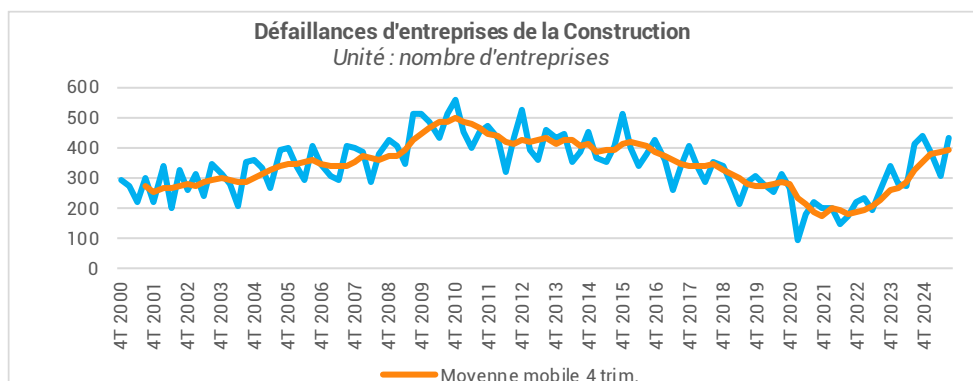
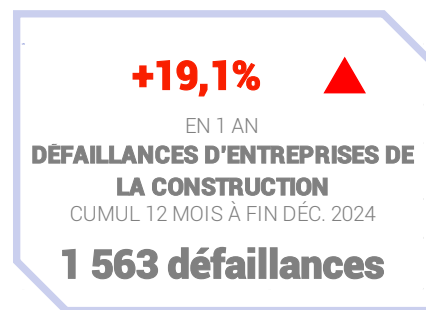




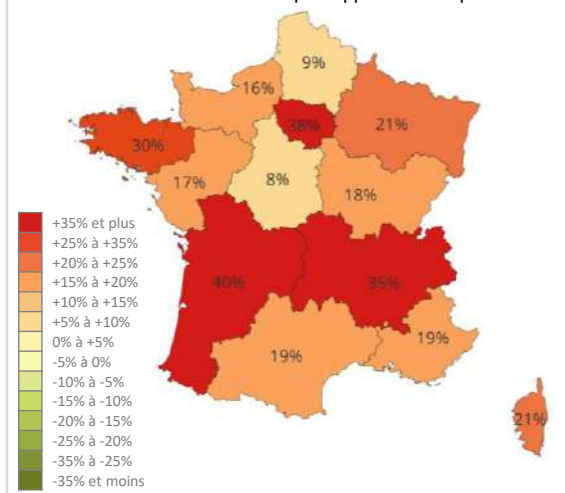
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	431 défaillances	+3,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 563 défaillances	+19,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 148 salariés	-11,7%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 019 salariés	+1,6%	▲



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin déc. 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 et se poursuivent sur le même rythme en 2024. En 2024, la Banque de France a ainsi recensé plus de 1 560 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, en hausse de +19,1% comparé à l'année 2023.

Les défaillances augmentent donc nettement en 2024 et s'approchent progressivement des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale. De plus ces défaillances actuelles touchent un nombre de salariés plus important qu'avant : les 1 563 entreprises défaillantes mettent ainsi en difficulté près de 4 019 salariés, un volume en hausse de +1,6% en un an et qui se rapproche des niveaux atteints entre 2010 et 2015.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	880 logts	-19,0% ▼
Mises en chantier logements	640 logts	-20,1% ▼
Mise en ventes de logements	120 logts	-59,8% ▼
Réservations de logements	90 logts	+14,9% ▲
Autorisations locaux	80 mill. m ²	+7,8% ▲
Mises en chantier locaux	37 mill. m ²	-6,8% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+0,3% ►
Activité cumulée Travaux Publics		+3,9% ▲
BPE	125 790 m3	-15,8% ▼
Nombre Appels Offre publiés	270 AO	-2,4% ▼
Montant Appels Offre publiés	300 M€	-13,5% ▼
Salariés	3 400 sal.	-1,1% ▼
Intérimaires	370 ETP	-8,5% ▼
Dem. d'emplois	626 DEFM	-0,3% ►

Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	3 980 logts	-35,4% ▼
Mises en chantier logements	4 870 logts	+10,1% ▲
Mise en ventes de logements	1 210 logts	-21,6% ▼
Réservations de logements	1 470 logts	-17,4% ▼
Autorisations locaux	358 mill. m ²	+19,9% ▲
Mises en chantier locaux	71 mill. m ²	-66,5% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+11,0% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+15,3% ▲
BPE	663 860 m3	+1,4% ▲
Nombre Appels Offre publiés	950 AO	+3,7% ▲
Montant Appels Offre publiés	1800 M€	+1,7% ▲
Salariés	24 566 sal.	-2,4% ▼
Intérimaires	2 318 ETP	-3,2% ▼
Dem. d'emplois	4 046 DEFM	-0,1% ►

Var

		Evol N-1
Autorisations logements	6 080 logts	-14,0% ▼
Mises en chantier logements	4 590 logts	-18,2% ▼
Mise en ventes de logements	1 170 logts	-42,4% ▼
Réservations de logements	1 260 logts	-20,7% ▼
Autorisations locaux	369 mill. m ²	+11,8% ▲
Mises en chantier locaux	225 mill. m ²	+11,1% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+5,4% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,9% ▲
BPE	730 060 m3	-10,6% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 040 AO	+2,1% ▲
Montant Appels Offre publiés	1500 M€	-10,0% ▼
Salariés	22 967 sal.	-2,9% ▼
Intérimaires	2 204 ETP	-5,9% ▼
Dem. d'emplois	3 740 DEFM	+1,1% ▲

Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 260 logts	+9,6% ▲
Mises en chantier logements	1 050 logts	-25,0% ▼
Mise en ventes de logements	390 logts	+63,5% ▲
Réservations de logements	280 logts	-8,1% ▼
Autorisations locaux	67 mill. m ²	+8,0% ▲
Mises en chantier locaux	69 mill. m ²	+18,4% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-13,1% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		+4,3% ▲
BPE	108 300 m3	-1,6% ▼
Nombre Appels Offre publiés	370 AO	+12,5% ▲
Montant Appels Offre publiés	370 M€	-12,2% ▼
Salariés	3 980 sal.	-1,1% ▼
Intérimaires	763 ETP	-7,4% ▼
Dem. d'emplois	351 DEFM	-7,9% ▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	10 930 logts	+28,0% ▲
Mises en chantier logements	8 570 logts	+16,9% ▲
Mise en ventes de logements	1 650 logts	-20,8% ▼
Réservations de logements	2 060 logts	-21,8% ▼
Autorisations locaux	1 198 mill. m ²	+33,8% ▲
Mises en chantier locaux	563 mill. m ²	-7,6% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-3,6% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-1,7% ▼
BPE	1 041 100 m3	-10,1% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 480 AO	-6,5% ▼
Montant Appels Offre publiés	2470 M€	-2,4% ▼
Salariés	52 248 sal.	-1,7% ▼
Intérimaires	5 887 ETP	-1,7% ▼
Dem. d'emplois	8 642 DEFM	-0,6% ►

Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	2 380 logts	-16,4% ▼
Mises en chantier logements	2 140 logts	-25,0% ▼
Mise en ventes de logements	210 logts	-37,2% ▼
Réservations de logements	370 logts	-26,7% ▼
Autorisations locaux	457 mill. m ²	+19,5% ▲
Mises en chantier locaux	212 mill. m ²	-0,1% ►
Activité du trimestre Travaux Publics		-11,0% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-7,2% ▼
BPE	358 010 m3	-4,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	510 AO	-19,7% ▼
Montant Appels Offre publiés	620 M€	-17,4% ▼
Salariés	13 150 sal.	-4,2% ▼
Intérimaires	1 079 ETP	-5,1% ▼
Dem. d'emplois	2 237 DEFM	-4,2% ▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2024 comparé au 4e trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 4e trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin nov. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin fév. 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin déc. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2024

Avec le concours des Membres de la CERC

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC

